

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

ATTRAITS PIERRE

Société Civile de Placement Immobilier Siège social : 8 rue Bellini – 75016 PARIS
Montant du capital social statuaire maximum : 100 000 000 euros 928 327 204 R.C.S Paris
Visa S.C.P.I. 25-09 en date du 23 mai 2025

Avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 10 juin 2026

Les Associés de la société ATTRAITS PIERRE sont convoqués sur première convocation :

le Mercredi 10 juin 2026 à 17 heures 30

dans les locaux de Groupama Immobilier 8 rue Bellini – 75016 PARIS
3^{ème} étage – salle Franck Gehry

en Assemblée Générale Mixte, en vue de délibérer sur l'ordre du jour exposé ci-après.

Si cette Assemblée ne peut valablement délibérer faute de réunir le quorum requis, les Associés sont informés que l'Assemblée Générale Mixte, sur seconde convocation, se réunira le **Mercredi 8 juillet 2026 à 10 heures, dans les locaux de Groupama Immobilier – 8 rue Bellini – 75016 PARIS.**

Ordre du jour du ressort de l'Assemblée Générale Mixte :**A titre ordinaire**

- Lecture des rapports de la Société de Gestion, du conseil de surveillance et du commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2025, approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ; présentation du montant du capital social hors prime d'émission au 31 décembre 2025,
- Quitus à la Société de Gestion,
- Quitus au Conseil de Surveillance,
- Affectation du résultat,
- Approbation du rapport du commissaire aux comptes relatif aux conventions soumises à l'article L.214-106 du Code monétaire et financier,
- Approbation des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution à la clôture de l'exercice 2025,
- Non allocation de jetons de présence aux membres du Conseil de Surveillance en fonction,
- Remboursement des frais afférents aux déplacements des membres du Conseil de Surveillance dans l'exercice de leurs fonctions,
- Démission du Président du Conseil de Surveillance et constatation de la nouvelle composition dudit conseil,

A titre extraordinaire

- Modifications statutaires portant sur les articles :
 - 1 (Forme),
 - 2 (Objet),
 - 4 (Siège social),
 - 7 (Augmentation – Réduction de capital),
 - 8 (Parts sociales),
 - 9 (Décès – Incapacité),
 - 10 (Transmission des parts),
 - 11 (Nomination du gérant),
 - 12 (Attributions et pouvoirs du gérant),
 - 14 (Rémunération de la Société de Gestion),
 - 15 (Conventions particulières),
 - 17 (Conseil de Surveillance),
 - 19 (Dépositaire),
 - 20 (Expert externe en évaluation),
 - 21 (Assemblées générales),
 - 22 (Assemblée générale ordinaire),
 - 23 (Assemblée générale extraordinaire),

- 24 (Consultation écrite),
- 27 (Inventaire et comptes sociaux)
- et 29 (Dissolution et liquidation) des statuts, afin de tenir compte notamment des ordonnances n°2024-662 du 3 juillet 2024 et n°2025-230 du 12 mars 2025 relatives à la modernisation du régime des fonds d'investissement alternatifs et des organismes de placement collectif (résolutions 10 à 29) ;
- Modification de la note d'information de la Société
- Délégation de pouvoirs à la Société de Gestion pour la mise en œuvre des modifications statutaires et de la note d'information,
- Pouvoirs pour effectuer les formalités légales.

Texte des résolutions à caractère ordinaire

Première résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire aux comptes, approuve les rapports de la Société de Gestion ainsi que du Conseil de Surveillance dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été communiqués faisant ressortir un résultat net de 860 268,27 euros.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, prend acte que le capital social hors prime d'émission s'élève au 31 décembre 2025 à 31 205 600 euros.

Deuxième résolution -

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, donne à la Société de Gestion quitus entier et sans réserve pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

En tant que de besoin, elle lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans l'intégralité de ses dispositions.

Troisième résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, donne au Conseil de Surveillance quitus entier et sans réserve pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Quatrième résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir constaté l'existence d'un bénéfice comptable de l'exercice 2025 s'élevant à 860 268,27 euros, et de sommes distribuables définies comme suit :

— Bénéfice de l'exercice 2025 :	860 268,27 euros
— Report à nouveau :	0 euros
— Total des sommes distribuables à affecter au titre de l'exercice 2025 :	860 268,27 euros

décide de l'affectation suivante des sommes distribuables :

— Dividendes :	858 125,11 euros
— Affectation au poste de « Report à nouveau » :	2 143,16 euros

étant rappelé que des acomptes sur dividendes ont déjà été versés au titre de l'exercice 2025 pour un montant total de 858 125,11 euros, soit :

- 87 751,00 euros le 28 avril 2025,
- 136 258,62 euros le 29 juillet 2025,
- 434 605,24 euros le 29 octobre 2025, et
- 199 510,25 euros le 30 janvier 2026.

Cinquième résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L.214-106 du Code monétaire et financier, prend acte de ce rapport et en approuve le contenu.

Sixième résolution – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, approuve telles qu'elles ont été déterminées par la Société de Gestion :

- La valeur comptable 33 390 896 €, soit 214,01 € par part,
- La valeur de réalisation 34 590 054 €, soit 221,69 € par part,
- La valeur de reconstitution 38 865 751 €, soit 249,09 € par part.

Septième résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de ne pas allouer de jetons de présence aux membres du Conseil de Surveillance pour la durée du mandat des membres en fonction.

Huitième résolution – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide de rembourser les frais afférents aux déplacements des membres du Conseil de Surveillance s'agissant du cadre normal de leurs fonctions pour la tenue des Conseils au siège social de la SCPI Attrait Pierre lorsque ceux-ci ne résident pas en Ile-de-France. Les remboursements seront effectués sur présentation de pièces justificatives et ne dépasseront pas 300 euros par réunion et par membre du Conseil.

Neuvième résolution - L'Assemblée générale, connaissance prise de la démission en date du 6 décembre 2025 de M. Guillaume Valarcher du poste de Président du conseil de surveillance de la Société et de l'absence de candidature portée à la connaissance du conseil pour l'occupation des postes vacants, prend acte de cette démission et constate que son conseil de surveillance se compose désormais de 7 membres.

Texte des résolutions à caractère extraordinaire

Dixième résolution - (Modification de l'article 1 « *Forme* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

décide :

- de préciser les références textuelles applicables à la Société ; et
- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 1 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 1	Rédaction du nouvel Article 1
<p>ARTICLE 1 – FORME</p> <p>Il est formé une société civile de placement immobilier (la « SCPI »), qui sera régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, par les dispositions figurant dans le Code monétaire et financier et qui lui sont applicables, par les dispositions figurant dans le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (le « RG AMF ») et qui lui sont applicables, par tous textes subséquents et par les présents statuts.</p>	<p>ARTICLE 1 – FORME</p> <p>Il est formé <u>entre les associés</u> une société civile de placement immobilier (la « SCPI »), qui sera régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, par les dispositions figurant dans le Code monétaire et financier et qui lui sont applicables, par les dispositions figurant dans le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (le « RG AMF ») et qui lui sont applicables, <u>par la doctrine de l'Autorité des marchés financiers et qui lui sont applicables</u>, par tous textes subséquents et par les présents statuts.</p>

Onzième résolution - (Modification de l'article 2 « *Objet* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, rappelle que l'ordonnance n°2024-662 du 3 juillet 2024 portant modernisation du régime des fonds d'investissement alternatifs et l'ordonnance n°2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif (les « **Ordonnances de 2024 et 2025** ») ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 2 des statuts ne tient pas compte des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025, notamment concernant l'élargissement de l'objet social et des actifs éligibles aux SCPI,

décide :

- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 2 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 2	Rédaction du nouvel Article 2
<p>ARTICLE 2 – OBJET</p> <p>La SCPI a pour objet, en France ou dans tout pays de l'Union Européenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'acquisition directe ou indirecte, y compris en l'état futur d'achèvement, et la gestion d'un patrimoine immobilier locatif, — l'acquisition et la gestion d'immeubles qu'elle fait construire exclusivement en vue de leur location. <p>Pour les besoins de cette gestion, et dans la limite des règles fixées par le Code monétaire et financier et le RG AMF, la SCPI peut notamment (i) procéder à des travaux de toute nature dans ces immeubles, (ii) acquérir des équipements ou installations nécessaires à l'utilisation des immeubles acquis, (iii) céder des éléments de patrimoine immobiliers dès lors qu'elle ne les a pas achetés en vue de les revendre et que de telles cessions ne présentent pas un caractère habituel, (iv) détenir des dépôts et des liquidités, (v) consentir sur ses actifs des garanties nécessaires à la conclusion des contrats relevant de son activité, (vi) détenir des instruments financiers à terme et (vi) conclure toute avance en compte courant avec les sociétés dont elle détient au moins 5 % du capital social.</p>	<p>ARTICLE 2 – OBJET</p> <p>La SCPI a pour objet, en France ou dans tout pays de l'Union Européenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'acquisition directe ou indirecte, y compris en l'état futur d'achèvement, et la gestion d'un patrimoine immobilier locatif, — l'acquisition et la gestion d'immeubles qu'elle fait construire exclusivement en vue de leur location. <p><u>A titre accessoire, la SCPI peut acquérir, directement ou indirectement, en vue de leur location, des meubles meublants, des biens d'équipement ou tous biens meubles affectés aux immeubles détenus et nécessaires au fonctionnement, à l'usage ou à l'exploitation de ces derniers, ainsi que procéder à l'acquisition directe ou indirecte, l'installation, la location ou l'exploitation de tout procédé de production d'énergies renouvelables, y compris la revente de l'électricité produite.</u></p> <p>Pour les besoins de cette gestion, et dans la limite des règles fixées par le Code monétaire et financier et le RG AMF, la SCPI peut notamment (i) procéder à des travaux de toute nature dans ces immeubles, (ii) acquérir des équipements ou installations nécessaires à l'utilisation des immeubles acquis, (iii) céder des éléments de patrimoine immobiliers dès lors qu'elle ne les a pas achetés en vue de les revendre et que de telles cessions ne présentent pas un caractère habituel, (iv) détenir des dépôts et des liquidités, (v) consentir sur ses actifs des garanties nécessaires à la conclusion des contrats relevant de son activité, (vi) détenir des instruments financiers à terme et, (vii) conclure toute avance en compte courant avec les sociétés dont elle détient au moins 5 % du capital social, <u>et (viii) réaliser plus largement toutes opérations prévues par l'article L. 214-114 du Code monétaire et financier.</u></p>

Douzième résolution – (Modification de l'article 4 « *Siège social* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

constate que la rédaction actuelle de l'article 4 des statuts ne tient pas compte du transfert du siège de la Société, [décidé par la Société de Gestion conformément aux pouvoirs qui lui sont reconnus à l'article 4 des statuts],

décide :

- d'adopter la nouvelle rédaction de l'article 4 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 4	Rédaction du nouvel Article 4
<p>ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL</p> <p>Le siège social est fixé au 136 rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre.</p>	<p>ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL</p> <p>Le siège social est fixé au 136 rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre 8 rue Bellini 75016 Paris.</p>

Il peut être transféré dans la même ville ou dans toutes autres villes de la France métropolitaine par simple décision de la Société de Gestion qui a tous pouvoirs pour modifier les statuts en conséquence.	Il peut être transféré dans la même ville ou dans toutes autres villes de la France métropolitaine par simple décision de la Société de Gestion qui a tous pouvoirs pour modifier les statuts en conséquence.
---	---

Treizième résolution – (Modification de l'article 7 « *Augmentation – Rédaction de capital* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

constate que la rédaction actuelle de l'article 7 des statuts ne tient pas compte des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025 et pourrait être précisée quant aux modalités de souscription des parts,

décide :

- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 7 des statuts comme suit (le reste de l'article 7 des statuts demeurant inchangé) :

Rédaction de l'ancien Article 7.1	Rédaction du nouvel Article 7.1
<p>ARTICLE 7.1 – POUVOIRS DE LA SOCIETE DE GESTION</p> <p>Les associés confèrent tous pouvoirs à la Société de Gestion à l'effet de porter le capital social, en une ou plusieurs fois, par souscription en numéraire, à un montant maximum de cent millions (100 000 000) euros, sans qu'il y ait toutefois une obligation quelconque d'atteindre ce montant dans un délai déterminé.</p> <p>Les émissions de parts nouvelles se font à la valeur nominale augmentée d'une prime d'émission, telle que définie ci- après.</p> <p>Toute augmentation de capital pourra, au choix de la Société de Gestion, être divisée en plusieurs tranches, les droits des parts étant déterminés par la tranche au cours de laquelle elles ont été souscrites.</p> <p>Les associés délèguent tous pouvoirs à la Société de Gestion pour :</p> <p>procéder à toute augmentation de capital social, aux époques, pour la durée et le montant qu'elle déterminera, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur,</p> <p>proroger ou clore par anticipation et sans préavis chaque augmentation de capital,</p> <p>déplafonner le montant de l'augmentation de capital en cours dans la limite de 30 % du montant maximum prévu de l'augmentation de capital,</p> <p>arrêter à la fin d'une période de souscription, le montant d'une augmentation de capital au niveau des souscriptions reçues pendant cette période de souscription, pour autant que les souscriptions recueillies pendant cette période atteignent 75 % minimum du montant prévu de l'augmentation de capital,</p>	<p>ARTICLE 7.1 – POUVOIRS DE LA SOCIETE DE GESTION</p> <p>Les associés confèrent tous pouvoirs à la Société de Gestion à l'effet de porter le capital social, en une ou plusieurs fois, par souscription en numéraire, à un montant maximum de cent millions (100 000 000) euros, sans qu'il y ait toutefois une obligation quelconque d'atteindre ce montant dans un délai déterminé.</p> <p>Les émissions de parts nouvelles se font à la valeur nominale augmentée d'une prime d'émission, telle que définie ci-après.</p> <p>Toute augmentation de capital pourra, au choix de la Société de Gestion, être divisée en plusieurs tranches, les droits des parts étant déterminés par la tranche au cours de laquelle elles ont été souscrites.</p> <p>Les associés délèguent tous pouvoirs à la Société de Gestion pour :</p> <p>procéder à toute augmentation de capital social, aux époques, pour la durée et le montant qu'elle déterminera, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur,</p> <p>proroger ou clore par anticipation et sans préavis chaque augmentation de capital,</p> <p>déplafonner le montant de l'augmentation de capital en cours dans la limite de 30 % du montant maximum prévu de l'augmentation de capital,</p> <p>arrêter à la fin d'une période de souscription, le montant d'une augmentation de capital au niveau des souscriptions reçues pendant cette période de souscription, pour autant que les souscriptions recueillies pendant cette période atteignent 75 % minimum du montant prévu de l'augmentation de capital,</p>

<p>constater les augmentations de capital en leur nom et effectuer toutes les formalités corrélatives, en particulier régler les frais d'enregistrement et procéder aux modifications des statuts, sans qu'il soit pour cela nécessaire de convoquer l'assemblée générale extraordinaire,</p> <p>fixer les autres modalités des augmentations de capital, à savoir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant de la prime d'émission, - les conditions de libération, - la date d'entrée en jouissance des parts nouvelles. 	<p>constater les augmentations de capital en leur nom et effectuer toutes les formalités corrélatives, en particulier régler les frais d'enregistrement et procéder aux modifications des statuts, sans qu'il soit pour cela nécessaire de convoquer l'assemblée générale extraordinaire,</p> <p>fixer les autres modalités des augmentations de capital, à savoir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant de la prime d'émission, - les conditions de libération, - la date d'entrée en jouissance des parts nouvelles. <p><u>Toute souscription de parts est constatée par un bulletin de souscription établi dans les conditions fixées par la réglementation.</u></p>
Rédaction de l'ancien Article 7.2	Rédaction du nouvel Article 7.2
<p>ARTICLE 7.2 – PRIX DE SOUSCRIPTION</p> <p>Le prix de souscription est constitué de la valeur nominale majorée de la prime d'émission.</p> <p>Il sera déterminé sur la base de la valeur de reconstitution de la SCPI et tout écart supérieur à 10 % entre ce prix et la valeur de reconstitution devra être justifié par la Société de Gestion et notifié à l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »).</p> <p>La valeur de reconstitution de la SCPI est égale à la somme de la valeur vénale des immeubles et de la valeur nette des autres actifs de la SCPI augmentée de la commission de souscription et de l'estimation des frais qui seraient nécessaires pour l'acquisition du patrimoine à la date de clôture de l'exercice.</p> <p>Toutefois, conformément à l'article L. 214-96 du Code monétaire et financier, il ne pourra être procédé à la création de parts nouvelles en vue d'augmenter le capital social tant que n'auront pas été satisfaites les offres de cession de parts figurant sur le registre prévu à l'article L. 214-93 du Code monétaire et financier depuis plus de trois (3) mois pour un prix égal ou inférieur à celui demandé aux nouveaux souscripteurs.</p>	<p>ARTICLE 7.2 – PRIX DE SOUSCRIPTION</p> <p>Le prix de souscription est constitué de la valeur nominale majorée de la prime d'émission.</p> <p>Il sera déterminé sur la base de la <u>dernière</u> valeur de reconstitution <u>connue</u> de la SCPI, et tout écart supérieur à 10 % entre ce <u>le prix de souscription</u> et la valeur de reconstitution devra être justifié par la Société de Gestion et notifié à l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »).</p> <p>La valeur de reconstitution de la SCPI est égale à la somme de la valeur vénale des immeubles et de la valeur nette des autres actifs de la SCPI augmentée de la commission de souscription et de l'estimation des frais qui seraient nécessaires pour l'acquisition du patrimoine à la date de clôture de l'exercice <u>du montant des frais afférents à une reconstitution de son patrimoine. Elle est établie à la clôture de chaque exercice, ainsi qu'à la situation comptable intermédiaire à chaque premier semestre de l'exercice lorsqu'une augmentation de capital est en cours.</u></p> <p>Toutefois, conformément à l'article L. 214-96 du Code monétaire et financier, il ne pourra être procédé à la création de parts nouvelles en vue d'augmenter le capital social tant que n'auront pas été satisfaites les offres de cession de parts figurant sur le registre prévu à l'article L. 214-93 du Code monétaire et financier depuis plus de trois (3) mois pour un prix égal ou inférieur à celui demandé aux nouveaux souscripteurs</p>
Rédaction de l'ancien Article 7.3	Rédaction du nouvel Article 7.3
<p>ARTICLE 7.3 – MINIMUM DE SOUSCRIPTION</p> <p>Le nombre minimum de parts que tout nouvel associé devra souscrire sera déterminé par la Société de Gestion lors de chaque augmentation de capital.</p>	<p>ARTICLE 7.3 – MINIMUM DE SOUSCRIPTION</p> <p>Le nombre minimum de parts que tout nouvel associé devra souscrire sera déterminé par la Société de Gestion lors de chaque augmentation de capital. <u>Il est précisé par</u></p>

Les anciens associés ne sont pas tenus par un nombre minimum de parts à souscrire.	<u>la Société de Gestion dans la note d'information de la SCPI.</u> Les anciens associés ne sont pas tenus par un nombre minimum de parts à souscrire.
--	---

Quatorzième résolution – (Modification de l'article 8 « *Parts sociales – Représentation – Indivisibilité – Droits et obligations* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

constate que la rédaction actuelle de l'article 8 des statuts ne tient pas compte de diverses évolutions réglementaires,

décide :

- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 8 des statuts comme suit (le reste de l'article 8 des statuts demeurant inchangé) :

Rédaction de l'ancien Article 8.1	Rédaction du nouvel Article 8.1
<p>ARTICLE 8.1 – REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES</p> <p>Les parts sociales sont nominatives. Elles ne pourront jamais être représentées par des titres négociables et les droits de chaque associé résultent des présents statuts, des actes ultérieurs modifiant ces statuts, et des cessions ou transferts de parts régulièrement consentis.</p> <p>Les droits de chaque associé résultent exclusivement de leur inscription sur le registre des associés.</p> <p>A la demande écrite d'un associé, des certificats représentatifs des parts sociales pourront être établis au nom de chacun des associés, précision étant ici faite que ces certificats sont incessibles.</p> <p>Les certificats nominatifs, s'il en est créé, devront obligatoirement être restitués à la SCPI avant toute transcription de cession sur le registre des transferts.</p> <p>En cas de perte, vol, destruction d'un certificat nominatif de parts, l'associé devra présenter à la Société de Gestion une attestation de perte signée dans les mêmes conditions que le bulletin de souscription original. Un nouveau certificat nominatif de parts portant la mention « DUPLICATA », sera alors délivré.</p>	<p>ARTICLE 8.1 – REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES</p> <p>Les parts sociales sont nominatives. Elles ne pourront jamais être représentées par des titres négociables et les droits de chaque associé résultent des présents statuts, des actes ultérieurs modifiant ces statuts, et des cessions ou transferts de parts régulièrement consentis.</p> <p>Les droits de chaque associé résultent exclusivement de leur inscription sur le registre des associés.</p> <p>A la demande écrite d'un associé, des certificats représentatifs des parts sociales pourront être établis au nom de chacun des associés, précision étant ici faite que ces certificats sont incessibles.</p> <p>Les certificats nominatifs, s'il en est créé, devront obligatoirement être restitués à la SCPI avant toute transcription de cession sur le registre des transferts.</p> <p>En cas de perte, vol, destruction d'un certificat nominatif de parts, l'associé devra présenter à la Société de Gestion une attestation de perte signée dans les mêmes conditions que le bulletin de souscription original. Un nouveau certificat nominatif de parts portant la mention « DUPLICATA », sera alors délivré.</p> <p><u>Dès lors où la législation et la réglementation applicables aux SCPI intégreront la possibilité de décimaliser des parts de SCPI, sur décision de la Société de Gestion, les parts pourront être fractionnées en dixièmes, centièmes, millièmes, dix millièmes dénommées fractions de parts sociales. Les dispositions des présents statuts applicables aux parts sociales seront applicables aux fractions de parts sociales.</u></p>

Rédaction de l'ancien Article 8.2	Rédaction du nouvel Article 8.2
<p>ARTICLE 8.2 – DROITS DES PARTS</p> <p>Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices - sauf ce qui est stipulé à l'Article 7.5 pour les parts nouvellement créées quant à l'entrée en jouissance - à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.</p> <p>La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par les assemblées générales des associés.</p>	<p>ARTICLE 8.2 – DROITS DES PARTS</p> <p>Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices - sauf ce qui est stipulé à l'Article 7.5 pour les parts nouvellement créées quant à l'entrée en jouissance - à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.</p> <p><u>Les droits et obligations attachés aux parts les suivent en quelque main qu'elles passent. Les parts cédées cessent de participer aux distributions d'acomptes et à l'exercice de tout autre droit à compter du premier jour du mois suivant celui de la cession.</u></p> <p>La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par les assemblées générales des associés.</p>
Rédaction de l'ancien Article 8.3	Rédaction du nouvel Article 8.3
<p>ARTICLE 8.3 – INDIVISIBILITE</p> <p>Chaque part est indivisible à l'égard de la SCPI.</p> <p>Les droits et obligations attachés aux parts les suivent en quelque main qu'elles passent. Les parts cédées cessent de participer aux distributions d'acomptes et à l'exercice de tout autre droit à compter du premier jour du mois suivant celui de la cession.</p> <p>Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la SCPI par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les associés.</p> <p>A défaut de convention contraire entre les intéressés signifiée à la SCPI, toutes communications sont faites à l'usufruitier qui est seul convoqué aux assemblées générales même extraordinaires et a seul droit d'y assister et de prendre part aux votes et consultations par correspondance quelle que soit la nature de la décision à prendre.</p> <p>Par ailleurs, la SCPI sera valablement libérée du paiement des distributions de plus-values ainsi que des acomptes sur liquidation, par leur versement à l'usufruitier, à charge pour ce dernier d'en reverser une partie au nu-propriétaire en cas de convention contraire. Les plus-values sur cession d'immeubles seront aussi imposées chez l'usufruitier.</p>	<p>ARTICLE 8.3 – INDIVISIBILITE</p> <p>Chaque part est indivisible à l'égard de la SCPI.</p> <p>Les droits et obligations attachés aux parts les suivent en quelque main qu'elles passent. Les parts cédées cessent de participer aux distributions d'acomptes et à l'exercice de tout autre droit à compter du premier jour du mois suivant celui de la cession.</p> <p>Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la SCPI par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les associés.</p> <p><u>AEn cas de démembrement et à défaut de convention contraire entre les intéressés signifiée à la SCPI, toutes communications sont faites à l'usufruitier et au nu-propriétaire qui est seul sont tous deux convoqués aux assemblées générales même extraordinaires quelles qu'en soient la nature, et a seul ont tous deux droit d'y assister. et de L'usufruitier est seul compétent pour prendre part aux votes et consultations par correspondance quelle que soit la nature de la décision à prendre.</u></p> <p>Par ailleurs, la SCPI sera valablement libérée du paiement des distributions de plus-values ainsi que des acomptes sur liquidation, par leur versement à l'usufruitier, à charge pour ce dernier d'en reverser une partie au nu-propriétaire en cas de convention contraire. Les plus-values sur cession d'immeubles seront aussi imposées chez l'usufruitier.</p> <p><u>Les parts sociales peuvent être nanties, néanmoins tout nantissement devra faire l'objet de l'agrément préalable de la Société de Gestion.</u></p>

Quinzième résolution - (Modification de l'article 9 « Décès - Incapacité » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

décide :

— de modifier la rédaction de l'article 9 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 9	Rédaction du nouvel Article 9
<p>ARTICLE 9 – DECES - INCAPACITE</p> <p>La SCPI ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs de ses associés et continuera avec les survivants et les héritiers ou ayants droit du ou des associés décédés.</p> <p>De même l'interdiction, la liquidation des biens ou le règlement judiciaire, la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses associés, ne mettra pas fin de plein droit à la SCPI qui, à moins d'une décision contraire de l'assemblée générale, continuera entre les autres associés.</p> <p>S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation ou redressement judiciaire atteignant l'un des associés, il est procédé à l'inscription de l'offre de cession de ses parts sur le registre prévu à cet effet à un prix qui pourra être conseillé par la Société de Gestion.</p> <p>Le conjoint, les héritiers, les ayants droit, les créanciers, ainsi que tous les autres représentants des associés absents, décédés ou frappés d'incapacité civile ne pourront, soit en cours de vie de la SCPI, soit au cours des opérations de liquidation, faire apposer les scellés sur les biens de la SCPI, en demander la licitation ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux états de situation et comptes annuels approuvés ainsi qu'aux décisions des assemblées générales.</p>	<p>ARTICLE 9 – DECES - INCAPACITE</p> <p>La SCPI ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs de ses associés et continuera avec les survivants et les héritiers ou ayants droit du ou des associés décédés.</p> <p>De même l'interdiction, la liquidation <u>judiciaire, des biens ou le règlement judiciaire, le redressement judiciaire, la sauvegarde ou l'ouverture de toute procédure collective</u>, la faillite personnelle <u>de atteignant</u> l'un ou plusieurs de ses associés, ne mettra pas fin de plein droit à la SCPI qui, à moins d'une décision contraire de l'assemblée générale, continuera entre les autres associés.</p> <p>S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation ou redressement judiciaires atteignant l'un des associés, il est procédé à l'inscription de l'offre de cession de ses parts sur le registre prévu à cet effet à un prix qui pourra être conseillé par la Société de Gestion.</p> <p>Le conjoint, les héritiers, les ayants droit, les créanciers, ainsi que tous les autres représentants des associés absents, décédés ou frappés d'incapacité civile ne pourront, soit en cours de vie de la SCPI, soit au cours des opérations de liquidation, faire apposer les scellés sur les biens de la SCPI, en demander la licitation, ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux états de situation et comptes annuels approuvés ainsi qu'aux décisions des assemblées générales.</p>

Seizième résolution - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

décide :

- de préciser les conditions de cession de parts de la Société ;
- de préciser dans un paragraphe dédié les modalités de constitution et de dotation d'un fonds de remboursement des parts,
- destiné à contribuer à la fluidité du marché des parts ; et
- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 10 des statuts comme suit (le reste de l'article 10 des statuts demeurant inchangé) :

Rédaction de l'ancien Article 10.1	Rédaction du nouvel Article 10.1
<p>ARTICLE 10.1 – TRANSMISSION DES PARTS ENTRE VIFS</p> <p>Toute transaction donne lieu à une inscription sur le registre des associés qui est réputée constituer l'acte de cession écrit prévu par l'article 1865 du Code civil. Le transfert de propriété qui en résulte est opposable, dès cet instant, à la SCPI et aux tiers. La Société de Gestion garantit la bonne exécution des transactions.</p> <p>Les parts sont transmissibles par cession de gré à gré ou par confrontation des ordres d'achat et de vente sur le marché secondaire.</p> <p>Dans les deux (2) cas, la SCPI doit agréer tout nouvel associé.</p> <p>a. Cessions de gré à gré</p> <p>La cession des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé. Elle n'est alors opposable à la SCPI et aux tiers qu'après avoir été signifiée à la SCPI ou acceptée par elle dans un acte authentique.</p> <p>La cession peut aussi valablement s'opérer par une déclaration de transfert signée par le cédant ou son mandataire. La Société de Gestion peut exiger une certification de signature par un officier public ou ministériel.</p> <p>Les parts sont librement cessibles entre associés, mais, sauf en cas de succession ou de liquidation de communauté des biens entre époux ou de cession soit à un conjoint soit à un ascendant ou à un descendant, elles ne pourront être cédées à des personnes étrangères à la SCPI qu'avec l'agrément de la Société de Gestion.</p> <p>A l'effet d'obtenir cet agrément, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts doit en informer la Société de Gestion par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom, prénom, domicile du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.</p>	<p>ARTICLE 10.1 – TRANSMISSION DES PARTS ENTRE VIFS</p> <p>Toute transaction donne lieu à une inscription sur le registre des associés qui est réputée constituer l'acte de cession écrit prévu par l'article 1865 du Code civil. Le transfert de propriété qui en résulte est opposable, dès cet instant, à la SCPI et aux tiers. La Société de Gestion garantit la bonne exécution des transactions.</p> <p>Les parts sont transmissibles par cession de gré à gré ou par confrontation des ordres d'achat et de vente sur le marché secondaire.</p> <p>Dans les deux (2) cas, la SCPI doit agréer tout nouvel associé.</p> <p>a. Cessions de gré à gré</p> <p>La cession des parts s'opère par acte authentique ou sous seing privé. Elle n'est alors opposable à la SCPI et aux tiers qu'après avoir été signifiée à la SCPI ou acceptée par elle dans un acte authentique.</p> <p>La cession peut aussi valablement s'opérer par une déclaration de transfert signée par le cédant ou son mandataire. La Société de Gestion peut exiger une certification de signature par un officier public ou ministériel.</p> <p>Les parts sont librement cessibles entre associés, mais, sauf en cas de succession ou de liquidation de communauté des biens entre époux ou de cession soit à un conjoint soit à un ascendant ou à un descendant, elles ne pourront être cédées à des personnes étrangères à la SCPI qu'avec l'agrément de la Société de Gestion.</p> <p>A l'effet d'obtenir cet agrément, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts doit en informer la Société de Gestion par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom, prénom, domicile du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.</p> <p><u>Préalablement à toute décision, la Société de Gestion procède aux contrôles réglementaires et internes nécessaires, comprenant notamment :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — <u>la vérification de l'identité du cédant et du cessionnaire</u> — <u>(diligences dites « KYC ») :</u> — <u>les contrôles relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) :</u> — <u>la vérification de la capacité juridique du cessionnaire.</u>

<p>Dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de cette lettre recommandée, la Société de Gestion notifie sa décision à l'associé cédant par écrit en cas d'accord, ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de refus. Les décisions n'ont pas à être motivées. Faute par la Société de Gestion d'avoir envoyé sa décision dans le délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de la demande, l'agrément du cessionnaire est considéré comme donné.</p> <p>Si la Société de Gestion n'agrée pas le cessionnaire proposé, elle est tenue dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les parts soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la SCPI, en vue d'une réduction du capital.</p> <p>A défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat est déterminé par un expert désigné soit par les parties, soit à défaut d'accord, par ordonnance du Tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible.</p> <p>Si à l'expiration du délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus, l'achat n'était pas réalisé, l'agrément serait considéré comme donné.</p> <p>Toutefois, ce délai pourrait être prolongé par décision de justice, conformément à la loi.</p> <p>Si la Société de Gestion a donné son consentement à un projet de nantissement de parts dans les conditions d'agrément prévues ci-dessus, ce consentement emportera agrément en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions du premier alinéa de l'article 2078 du Code civil, à moins que la SCPI ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.</p> <p>b. Cessions réalisées par confrontation sur le marché secondaire des parts</p> <p>Les ordres d'achat et de vente sont représentés par des mandats d'achat ou de vente adressés à la Société de Gestion de préférence par lettre recommandée avec avis de réception, ou par tout autre moyen permettant au donneur d'ordre de prouver la passation de son ordre et de s'assurer de sa réception par la Société de Gestion. Ces ordres sont, à peine de nullité, inscrits sur le registre unique tenu au siège de la SCPI et prévu à l'article L. 214- 93 du Code monétaire et financier. Les modalités pratiques de</p>	<p>Dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de cette lettre recommandée, la Société de Gestion notifie sa décision à l'associé cédant par écrit en cas d'accord, ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de refus. Les décisions n'ont pas à être motivées. Faute par la Société de Gestion d'avoir envoyé sa décision dans le délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de la demande, l'agrément du cessionnaire est considéré comme donné.</p> <p>Si la Société de Gestion n'agrée pas le cessionnaire proposé, elle est tenue dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les parts soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la SCPI, en vue d'une réduction du capital.</p> <p>A défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat est déterminé par un expert désigné soit par les parties, soit à défaut d'accord, par ordonnance du Tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible.</p> <p><u>La transaction donne lieu au versement à la Société de Gestion des frais de dossier prévus à l'article 14.3 des présents statuts.</u></p> <p>Si à l'expiration du délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus, l'achat n'était pas réalisé, l'agrément serait considéré comme donné.</p> <p>Toutefois, ce délai pourrait être prolongé par décision de justice, conformément à la loi.</p> <p>Si la Société de Gestion a donné son consentement à un projet de nantissement de parts dans les conditions d'agrément prévues ci-dessus, ce consentement emportera agrément en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions du premier alinéa de l'article 2078 du Code civil, à moins que la SCPI ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.</p> <p>b. Cessions réalisées par confrontation sur le marché secondaire des parts</p> <p>Les ordres d'achat et de vente sont représentés par des mandats d'achat ou de vente adressés à la Société de Gestion de préférence par lettre recommandée avec avis de réception, ou par tout autre moyen permettant au donneur d'ordre de prouver la passation de son ordre et de s'assurer de sa réception par la Société de Gestion. Ces ordres sont, à peine de nullité, inscrits sur le registre unique tenu au siège de la SCPI et prévu à l'article L. 214- 93 du Code monétaire et financier. Les modalités pratiques de</p>
--	--

<p>passation des ordres sont décrites dans la note d'information.</p> <p>Lorsque la Société de Gestion constate que les ordres de vente inscrits depuis plus de douze (12) mois sur le registre représentent au moins 10 % des parts émises, elle en informe par écrit l'AMF sans délai.</p> <p>Dans les deux (2) mois à compter de cette information, la Société de Gestion convoque une assemblée générale extraordinaire en vue de lui proposer la cession partielle ou totale du patrimoine et toute autre mesure appropriée.</p> <p>Dans un contexte de faible liquidité du marché des parts, la Société de Gestion pourra notamment constituer un fonds de remboursement.</p> <p>Tout ordre d'achat doit recueillir l'agrément de la SCPI, exprimé par l'intermédiaire de la Société de Gestion.</p> <p>Dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de l'ordre d'achat, la Société de Gestion notifie sa décision au donneur d'ordre par écrit en cas d'accord, ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de refus. Les décisions n'ont pas à être motivées. Faute par la Société de Gestion d'avoir envoyé sa décision dans le délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de la demande, l'agrément du donneur d'ordre est considéré comme donné.</p> <p>La décision de la SCPI ne peut, en cas de refus de l'agrément, donner lieu à une réclamation quelconque contre la Société de Gestion ou la SCPI.</p>	<p>passation des ordres sont décrites dans la note d'information.</p> <p>Lorsque la Société de Gestion constate que les ordres de vente inscrits depuis plus de douze (12) mois sur le registre représentent au moins <u>dix (10)</u> % des parts émises, elle en informe par écrit l'AMF sans délai.</p> <p>Dans les deux (2) mois à compter de cette information, la Société de Gestion convoque une assemblée générale extraordinaire en vue de lui proposer la cession partielle ou totale du patrimoine et toute autre mesure appropriée.</p> <p>Dans un contexte de faible liquidité du marché des parts, la Société de Gestion pourra notamment constituer un fonds de remboursement.</p> <p>Tout ordre d'achat doit recueillir l'agrément de la SCPI, exprimé par l'intermédiaire de la Société de Gestion.</p> <p>Dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de l'ordre d'achat, la Société de Gestion notifie sa décision au donneur d'ordre par écrit en cas d'accord, ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de refus. Les décisions n'ont pas à être motivées. Faute par la Société de Gestion d'avoir envoyé sa décision dans le délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de la demande, l'agrément du donneur d'ordre est considéré comme donné.</p> <p>La décision de la SCPI ne peut, en cas de refus de l'agrément, donner lieu à une réclamation quelconque contre la Société de Gestion ou la SCPI.</p> <p>c. <u>Fonds de remboursement</u></p> <p><u>Conformément à l'article 422-231 du RG AMF, l'assemblée générale peut décider de la création et de la dotation d'un fonds de remboursement des parts, destiné à contribuer à la fluidité du marché des parts.</u></p> <p><u>L'assemblée générale fixe les limites et critères d'utilisation et délègue à la Société de Gestion la reprise des sommes disponibles.</u></p> <p><u>Les sommes allouées à ce fonds proviennent du produit de cessions d'éléments du patrimoine locatif et/ou de bénéfices affectés lors de l'approbation des comptes annuels par l'assemblée générale des associés.</u></p> <p><u>Dans l'hypothèse dans laquelle une assemblée générale déciderait de constituer et de doter un fonds de remboursement, ses conditions d'utilisation seront précisées par l'assemblée générale des associés et reflétées dans la note d'information de la SCPI.</u></p>
---	--

Dix-septième résolution - (Modification de l'article 11 « *Nomination du gérant* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

décide :

- d'indiquer, conformément à la réglementation applicable, le droit à indemnisation de la Société de Gestion en cas de révocation sans juste motif ; et
- d'adopter en conséquence la nouvelle rédaction de l'article 11 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 11	Rédaction du nouvel Article 11
<p>ARTICLE 11 – NOMINATION DU GERANT</p> <p>Conformément à la loi, la SCPI est administrée par une société de gestion, agréée par l'AMF.</p> <p>Groupama Gan REIM, une société par actions simplifiée immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 808 252 506, agréée comme société de gestion de portefeuille par l'AMF sous le numéro GP 14000046, est désignée comme société de gestion statutaire pour la durée de la SCPI (la « Société de Gestion »).</p> <p>Les fonctions de la Société de Gestion ne peuvent cesser que par sa disparition, sa déconfiture, sa mise en règlement judiciaire ou en liquidation de biens, sa révocation par l'assemblée générale extraordinaire, sa démission ou le retrait d'agrément de l'AMF. Au cas où elle viendrait à cesser ses fonctions, la SCPI sera administrée par une société de gestion agréée par l'AMF nommée en assemblée générale convoquée sans délai par le conseil de surveillance.</p>	<p>ARTICLE 11 – NOMINATION DU GERANT</p> <p>Conformément à la loi, la SCPI est administrée par une société de gestion, agréée par l'AMF.</p> <p>Groupama Gan REIM, une société par actions simplifiée immatriculée au RCS de Nanterre <u>Paris</u> sous le numéro 808 252 506, agréée comme société de gestion de portefeuille par l'AMF sous le numéro GP-14000046, est désignée comme société de gestion statutaire pour la durée de la SCPI (la « Société de Gestion »).</p> <p>Les fonctions de la Société de Gestion ne peuvent cesser que par sa disparition, sa déconfiture, sa mise en règlement judiciaire ou en liquidation de biens, sa révocation par l'assemblée générale extraordinaire, sa démission ou le retrait d'agrément de l'AMF. Au cas où elle viendrait à cesser ses fonctions, la SCPI sera administrée par une société de gestion agréée par l'AMF nommée en assemblée générale convoquée sans délai par le conseil de surveillance.</p> <p><u>Conformément à l'article L. 214-98 du Code monétaire et financier, la révocation de la Société de Gestion décidée sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts.</u></p>

Dix-huitième résolution - (Modification de l'article 12 « Attributions et pouvoirs du gérant » des statuts) -L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

décide :

- de mettre à jour les attributions et pouvoirs du gérant au regard des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025 ; et
- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 12 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 12	Rédaction du nouvel Article 12
<p>ARTICLE 12 – ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DU GERANT</p> <p>La Société de Gestion est investie, sous les réserves ci-après formulées, des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la SCPI et pour faire et</p>	<p>ARTICLE 12 – ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DU GERANT</p> <p>La Société de Gestion est investie, sous les réserves ci-après formulées, des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la SCPI et pour faire et</p>

<p>autoriser tous les actes relatifs à son objet.</p> <p>La Société de Gestion a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> — elle commercialise les parts de la SCPI ; à cet effet, elle obtient tout agrément ou visa nécessaire de l'AMF et prépare et réalise les augmentations de capital ; — elle recherche des associés nouveaux ; — elle agréée, pour le compte de la SCPI, tout nouvel associé ; — elle autorise le nantissement des parts sociales ; — elle organise l'acquisition des biens sociaux et plus généralement veille à la bonne réalisation des programmes d'investissements ; — elle administre les biens de la SCPI et la représente vis-à-vis des tiers et de toute administration et dans toutes circonstances et pour tous règlements quelconques ; — elle nomme et révoque tous employés de la SCPI, fixe leurs traitements, salaires, remises, gratifications, ainsi que les conditions de leur admission et de leur retrait ; — elle fixe les dépenses générales d'administration et d'exploitation et effectue les approvisionnements de toutes sortes ; — elle fait ouvrir au nom de la SCPI, auprès de toutes banques ou établissement de crédit, tous comptes de dépôts, comptes courants, comptes courants postaux, comptes d'avances sur titres ; — elle donne les ordres de blocage et de déblocage des fonds en banque, crée, signe, accepte, endosse et acquitte tous chèques et ordres de virements pour le fonctionnement de ces comptes, et plus généralement, procède à la gestion de la trésorerie de la SCPI ; — elle fait et reçoit toute la correspondance de la SCPI, se fait remettre tous objets, lettres, caisses, envois chargés ou non chargés, recommandés ou non, et ceux renfermant des valeurs déclarées ; — elle se fait remettre tous dépôts, tous mandats postaux, mandat carte, bons de poste, etc... ; — elle contracte toutes assurances, aux conditions qu'elle avise et notamment elle souscrit un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile de la SCPI du fait des immeubles dont elle est propriétaire conformément à l'article 16 ; — elle touche au nom de la SCPI les sommes qui lui sont dues et paie celles qu'elle doit ; — elle règle et arrête tous comptes avec tous créanciers et débiteurs de la SCPI ; — elle passe tous marchés, traités et contrats ; — elle procède à toutes résiliations avec ou sans indemnités ; — elle fait exécuter tous travaux et réparations qu'elle estime utiles ; 	<p>autoriser tous les actes relatifs à son objet.</p> <p>La Société de Gestion a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> — elle commercialise les parts de la SCPI ; à cet effet, elle obtient tout agrément ou visa nécessaire de l'AMF et prépare et réalise les augmentations de capital ; — elle recherche des associés nouveaux ; — elle agréée, pour le compte de la SCPI, tout nouvel associé ; — <u>elle anime le marché secondaire des parts :</u> — elle autorise le nantissement des parts sociales ; — elle organise l'acquisition des biens sociaux et plus généralement veille à la bonne réalisation des programmes d'investissements ; — elle administre les biens de la SCPI et la représente vis-à-vis des tiers et de toute administration et dans toutes circonstances et pour tous règlements quelconques ; — <u>elle veille à ce qu'un dépositaire unique soit désigné : elle nomme l'expert externe en évaluation :</u> — elle nomme et révoque tous employés de la SCPI, fixe leurs traitements, salaires, remises, gratifications, ainsi que les conditions de leur admission et de leur retrait ; — elle fixe les dépenses générales d'administration et d'exploitation et effectue les approvisionnements de toutes sortes ; — elle fait ouvrir au nom de la SCPI, auprès de toutes banques ou établissement de crédit, tous comptes de dépôts, comptes courants, comptes courants postaux, comptes d'avances sur titres ; — elle donne les ordres de blocage et de déblocage des fonds en banque, crée, signe, accepte, endosse et acquitte tous chèques et ordres de virements pour le fonctionnement de ces comptes, et plus généralement, procède à la gestion de la trésorerie de la SCPI ; — elle fait et reçoit toute la correspondance de la SCPI, se fait remettre tous objets, lettres, caisses, envois chargés ou non chargés, recommandés ou non, et ceux renfermant des valeurs déclarées ; — elle se fait remettre tous dépôts, tous mandats postaux, mandat carte, bons de poste, etc... ; — elle contracte toutes assurances, aux conditions qu'elle avise et notamment elle souscrit un contrat d'assurance garantissant la responsabilité civile de la SCPI du fait des immeubles dont elle est propriétaire conformément à l'article 16 <u>des statuts</u> ; — elle touche au nom de la SCPI les sommes qui lui sont dues et paie celles qu'elle doit ; — elle règle et arrête tous comptes avec tous créanciers et débiteurs de la SCPI ; — elle passe tous marchés, traités et contrats ; — elle procède à toutes résiliations avec ou sans indemnités ; — elle fait exécuter tous travaux et réparations qu'elle estime utiles ;
---	---

<ul style="list-style-type: none"> — elle est en charge de la perception et le cas échéant du quittance pour le compte de la SCPI de tous les loyers et se charge de distribuer les bénéfices aux associés ; — elle gère les dépôts de garantie versés à la SCPI, lesquels pourront être investis si elle le juge nécessaire et dans la proportion qu'elle estimera raisonnable et veille à ce qu'ils soient disponibles aux échéances prévues ; — elle élit domicile partout où besoin sera sur le territoire de la France métropolitaine ; — elle fait acquérir par la SCPI tous immeubles ou droits immobiliers aux prix et conditions qu'elle juge convenables, et en fait acquitter les prix ; — elle effectue des échanges, des aliénations ou des constitutions de droit réel portant sur le patrimoine immobilier de la SCPI, dans les limites prévues par la loi ; — elle assure la gestion des biens de la SCPI et donne en location, verbalement ou par écrit, à toute personne physique ou morale, pour le temps et au prix, charges et conditions qu'elle jugera convenables, tout ou partie des biens sociaux ; — elle consent et accepte tous baux, locations, cessions de baux, sous-locations dans les conditions qui lui semblent convenables ; — elle autorise toutes transactions, tous compromis, acquiescements et désistements entrant dans les pouvoirs d'administration ainsi que toutes subrogations et mainlevées d'inscription, saisies, oppositions et autres droits, consent toutes antériorités ; — elle exerce toutes actions judiciaires ou extra judiciaires tant en demande qu'en défense ; — elle arrête les comptes qui doivent être soumis aux assemblées générales ordinaires des associés, statue sur toute proposition à faire et arrête les ordres du jour ; — elle convoque les assemblées générales des associés et exécute leurs décisions ; — elle arrête chaque année la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la SCPI et les fait approuver par l'assemblée générale ordinaire sur la base des évaluations réalisées par l'expert externe en évaluation indépendant ; — elle représente la SCPI aux assemblées générales et au sein des organes de gestion et d'administration des sociétés dans lesquelles la SCPI détient une participation ; à cet effet, elle participe et vote auxdites assemblées générales, organes de gestion et d'administration, et signe tous procès-verbaux, documents et feuilles de présence y afférents, et plus généralement représente les intérêts de la SCPI au sein des sociétés dans lesquelles cette dernière détient une participation ; 	<ul style="list-style-type: none"> — elle est en charge de la perception et le cas échéant du quittance pour le compte de la SCPI de tous les loyers et se charge de distribuer les bénéfices aux associés ; — elle gère les dépôts de garantie versés à la SCPI, lesquels pourront être investis si elle le juge nécessaire et dans la proportion qu'elle estimera raisonnable et veille à ce qu'ils soient disponibles aux échéances prévues ; — elle élit domicile partout où besoin sera sur le territoire de la France métropolitaine ; — elle fait acquérir par la SCPI tous immeubles ou droits immobiliers aux prix et conditions qu'elle juge convenables, et en fait acquitter les prix ; — elle effectue des échanges, des aliénations ou des constitutions de droit réel portant sur le patrimoine immobilier de la SCPI, dans les limites prévues par la loi ; — elle assure la gestion des biens de la SCPI et donne en location, verbalement ou par écrit, à toute personne physique ou morale, pour le temps et au prix, charges et conditions qu'elle jugera convenables, tout ou partie des biens sociaux ; — elle consent et accepte tous baux, locations, cessions de baux, sous-locations dans les conditions qui lui semblent convenables ; — elle autorise toutes transactions, tous compromis, acquiescements et désistements entrant dans les pouvoirs d'administration ainsi que toutes subrogations et mainlevées d'inscription, saisies, oppositions et autres droits, consent toutes antériorités ; — elle exerce toutes actions judiciaires ou extra judiciaires tant en demande qu'en défense ; — elle arrête les comptes qui doivent être soumis aux assemblées générales ordinaires des associés, statue sur toute proposition à faire et arrête les ordres du jour ; — elle convoque les assemblées générales des associés et exécute leurs décisions ; — elle arrête et publie chaque année la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la SCPI à la clôture de chaque exercice, ainsi qu'à la situation comptable intermédiaire à chaque premier semestre de l'exercice lorsqu'une augmentation de capital est en cours et les fait approuver par l'assemblée générale ordinaire sur la base des évaluations réalisées par l'expert externe en évaluation indépendant ; — elle représente la SCPI aux assemblées générales et au sein des organes de gestion et d'administration des sociétés dans lesquelles la SCPI détient une participation ; à cet effet, elle participe et vote auxdites assemblées générales, organes de gestion et d'administration, et signe tous procès-verbaux, documents et feuilles de présence y afférents, et plus généralement représente les intérêts de la SCPI au sein des sociétés dans lesquelles cette dernière détient une participation ;
--	---

<p>— elle fait tous actes nécessaires et prend toutes mesures qu'elle juge utiles pour l'exercice de ses pouvoirs.</p> <p>La Société de Gestion peut, toutes les fois où elle le juge utile, soumettre à l'approbation des associés des propositions sur un objet déterminé ou les convoquer en assemblée générale.</p> <p>Toutefois, la Société de Gestion ne peut en aucun cas recevoir des fonds pour le compte de la SCPI.</p> <p>La Société de Gestion pourra au nom de la SCPI contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme dans la limite d'un maximum fixé par l'assemblée générale, qui tiendra compte de l'endettement des sociétés mentionnées au 2° du I de l'article L. 214-115 du Code monétaire et financier.</p> <p>Elle pourra également, au nom et pour le compte de la SCPI, consentir des garanties dans le cadre de la mise en place de contrats afférents à son activité.</p> <p>Dans les contrats relatifs à des emprunts contractés par la SCPI, la Société de gestion devra toutefois obtenir des prêteurs une renonciation expresse à leur droit d'exercer une quelconque action contre les associés de la SCPI, de telle sorte qu'il ne pourra être exercé d'action ni de poursuite contre eux personnellement.</p> <p>La Société de Gestion ne contracte, à raison de la gestion, aucune obligation personnelle relative aux engagements de la SCPI et n'est responsable que de son mandat.</p>	<p>— elle fait tous actes nécessaires et prend toutes mesures qu'elle juge utiles pour l'exercice de ses pouvoirs. ; <u>et</u></p> <p>— <u>plus généralement, elle exerce toutes les missions qui reviennent à la société de gestion de portefeuille conformément à la réglementation applicable aux SCPI ou aux présents statuts.</u></p> <p>La Société de Gestion peut, toutes les fois où elle le juge utile, soumettre à l'approbation des associés des propositions sur un objet déterminé ou les convoquer en assemblée générale.</p> <p>Toutefois, la Société de Gestion ne peut en aucun cas recevoir des fonds pour le compte de la SCPI.</p> <p>La Société de Gestion pourra au nom de la SCPI contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme dans la limite d'un maximum fixé par l'assemblée générale, qui tiendra compte de l'endettement des sociétés mentionnées au 2° <u>et au 2°bis</u> du I de l'article L. 214-115 du Code monétaire et financier.</p> <p>Elle pourra également, au nom et pour le compte de la SCPI, consentir des garanties dans le cadre de la mise en place de contrats afférents à son activité.</p> <p>Dans les contrats relatifs à des emprunts contractés par la SCPI, la Société de <u>G</u>gestion devra toutefois obtenir des prêteurs une renonciation expresse à leur droit d'exercer une quelconque action contre les associés de la SCPI, de telle sorte qu'il ne pourra être exercé d'action ni de poursuite contre eux personnellement.</p> <p>La Société de Gestion ne contracte, à raison de la gestion, aucune obligation personnelle relative aux engagements de la SCPI, et n'est responsable que de son mandat.</p>
--	--

Dix-neuvième résolution - (Modification de l'article 14 « *Rémunération de la société de gestion* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

décide :

- de préciser la rédaction des frais et commissions perçus par la Société de Gestion ;
- de préciser, conformément à la réglementation applicable, que toute nouvelle rémunération de la Société de Gestion devra être approuvée par l'assemblée générale ordinaire ; et
- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 14 des statuts comme suit (le reste de l'article 14 des statuts demeurant inchangé) :

Rédaction de l'ancien Article 14.1	Rédaction du nouvel Article 14.1
<p>ARTICLE 14.1 – COMMISSION DE GESTION</p> <p>La Société de Gestion percevra une commission de gestion de 10 % HT du montant (soit 12 % TTC au taux de TVA en vigueur) :</p>	<p>ARTICLE 14.1 – COMMISSION DE GESTION</p> <p>La Société de Gestion percevra une commission de gestion de 10 % HT du montant (soit 12 % TTC au taux de TVA en vigueur) :</p>

<ul style="list-style-type: none"> — des produits locatifs hors taxes encaissés directement ou indirectement (au prorata de la participation de la SCPI diminués des éventuelles commissions facturées par la Société de Gestion aux sociétés) ; et — des produits financiers nets encaissés par la SCPI. <p>La commission de gestion couvre les prestations liées à l'exécution des missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — gestion administrative et financière de la SCPI (fund management immobilier), à savoir l'établissement et la conduite de la stratégie d'investissement, la gestion des emplois ressources, la mise en place et le suivi des financements des actifs ainsi que l'ensemble des prestations liées aux obligations d'information de l'AMF et des associés, notamment les frais de création, d'impression et de distribution des documents d'information obligatoires, les frais de distribution des revenus, les cotisations à l'ASPIM et à l'AMF ; — gestion des actifs immobiliers (asset management immobilier), à savoir l'élaboration des stratégies de valorisation, de financement, d'arbitrage et de commercialisation des actifs immobiliers, comprenant notamment l'établissement du plan de travaux à cinq ans et de sa mise à jour, ainsi que l'optimisation des frais de gestion locative du patrimoine ; — tenue du registre, à savoir les prestations liées à la distribution des revenus, la tenue informatique du fichier des associés ainsi que les prestations de bureau et de secrétariat. 	<ul style="list-style-type: none"> — des produits locatifs hors taxes encaissés directement ou indirectement (au prorata de la participation de la SCPI diminués des éventuelles commissions facturées par la Société de Gestion aux sociétés) ; et — des produits financiers nets encaissés par la SCPI. <p>La commission de gestion couvre <u>Sont couverts par cette commission les frais relatifs à la gestion de la SCPI, ce qui inclut notamment</u> les prestations liées à l'exécution des missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — gestion administrative et financière de la SCPI (fund management immobilier), à savoir l'établissement et la conduite de la stratégie d'investissement, la gestion des emplois ressources, la mise en place et le suivi des financements des actifs ainsi que l'ensemble des prestations liées aux obligations d'information de l'AMF et des associés, notamment les frais de création, d'impression et de distribution des documents d'information obligatoires, les frais de distribution des revenus, les cotisations à l'ASPIM et à l'AMF ; — gestion des actifs immobiliers (asset management immobilier), à savoir l'élaboration des stratégies de valorisation, de financement, d'arbitrage et de commercialisation des actifs immobiliers, comprenant notamment l'établissement du plan de travaux à cinq ans et de sa mise à jour, ainsi que l'optimisation des frais de gestion locative du patrimoine ; — tenue du registre, à savoir les prestations liées à la distribution des revenus, la tenue informatique du fichier des associés ainsi que les prestations de bureau et de secrétariat.
--	--

Vingtième résolution - (Modification de l'article 15 « *Conventions particulières* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

décide :

- de préciser, conformément à la réglementation applicable, les conséquences de l'absence d'approbation par l'assemblée générale des associés des conventions intervenant entre la Société et la Société de Gestion ; et
- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 15 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 15	Rédaction du nouvel Article 15
<p>ARTICLE 15 – CONVENTIONS PARTICULIERES</p> <p>Toute convention intervenant entre la SCPI et la Société de Gestion, ou tout associé de cette dernière doit, sur les rapports du conseil de surveillance et du commissaire aux comptes, être approuvée annuellement par l'assemblée générale des associés.</p>	<p>ARTICLE 15 – CONVENTIONS PARTICULIERES</p> <p>Toute convention intervenant entre la SCPI et la Société de Gestion, ou tout associé de cette dernière doit, sur les rapports du conseil de surveillance et du commissaire aux comptes, être approuvée annuellement par l'assemblée générale des associés.</p> <p><u>Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à la SCPI des conventions désapprouvées sont mises à la charge de la société de gestion responsable ou de tout associé de cette dernière.</u></p>

Vingt-et-unième résolution - (Modification de l'article 17 « *Conseil de surveillance* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 17 des statuts ne tient pas compte des récentes évolutions réglementaires des SCPI, notamment des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025,

décide :

- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 17 des statuts comme suit (le reste de l'article 17 des statuts demeurant inchangé) :

Rédaction de l'ancien Article 17.1	Rédaction du nouvel Article 17.1
<p>ARTICLE 17.1 – DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE</p> <p>Le conseil de surveillance est composé de sept (7) membres au moins et de onze (11) membres au plus, pris parmi les associés et nommés par l'assemblée générale ordinaire.</p> <p>Les membres du conseil de surveillance sont nommés pour trois (3) exercices et sont rééligibles. Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du troisième exercice écoulé suivant leur nomination.</p> <p>Par exception, et afin de permettre l'entrée plus rapide d'associés non fondateurs, les membres fondateurs étant désignés pour trois (3) exercices lors de l'assemblée constitutive, deux (2) autres membres pourront être désignés au cours de l'assemblée générale statuant sur le deuxième exercice social. A l'occasion de l'assemblée générale statuant sur les comptes du troisième exercice social de la SCPI, le conseil de surveillance sera renouvelé en totalité conformément aux dispositions de l'article 422-200 du RG AMF.</p> <p>Préalablement à la convocation de l'assemblée devant désigner de nouveaux membres du conseil de surveillance, la Société de Gestion procède à un appel à candidatures afin que soient représentés le plus largement possible les associés non fondateurs.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 422-201 du RG AMF, la liste des candidats est présentée dans une résolution, et les candidats élus sont ceux ayant obtenu le plus grand nombre de voix, dans la limite des postes à pourvoir.</p> <p>En cas de vacance, par décès, démission et généralement quand le nombre des membres du conseil de surveillance est inférieur au nombre minimum ci-dessus fixé, le conseil</p>	<p>ARTICLE 17.1 – DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE</p> <p>Le conseil de surveillance est composé <u>d'un nombre impair de membres</u>, de sept trois (73) membres au moins et de onze (11) membres au plus, pris parmi les associés et nommés par l'assemblée générale ordinaire.</p> <p>Les membres du conseil de surveillance sont nommés pour trois (3) exercices et sont rééligibles. Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du troisième exercice écoulé suivant leur nomination.</p> <p>Par exception, et afin de permettre l'entrée plus rapide d'associés non fondateurs, les membres fondateurs étant désignés pour trois (3) exercices lors de l'assemblée constitutive, deux (2) autres membres pourront être désignés au cours de l'assemblée générale statuant sur le deuxième exercice social. A l'occasion de l'assemblée générale statuant sur les comptes du troisième exercice social de la SCPI, le conseil de surveillance sera renouvelé en totalité conformément aux dispositions de l'article 422-200 du RG AMF.</p> <p>Préalablement à la convocation de l'assemblée devant désigner de nouveaux membres du conseil de surveillance, la Société de Gestion procède à un appel à candidatures afin que soient représentés le plus largement possible les associés non fondateurs.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 422-201 du RG AMF, la liste des candidats est présentée dans une résolution, et les candidats élus sont ceux ayant obtenu le plus grand nombre de voix, dans la limite des postes à pourvoir.</p> <p>En cas de vacance, par décès, démission et généralement quand le nombre des membres du conseil de surveillance est inférieur au nombre minimum ci-dessus fixé, le conseil</p>

<p>doit pourvoir aux vacances ou s'adjoindre des membres supplémentaires dans la limite prévue au présent article.</p> <p>La cooptation de nouveau(x) membre(s) peut être admise, à condition qu'elle ait pour unique objet de pourvoir au remplacement de membre(s) démissionnaire(s) ou décédé(s), ce remplacement n'est effectué qu'à titre provisoire, soit jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale. La SCPI doit, dès qu'elle en a connaissance, procéder à un appel à candidature pour pourvoir au(x) remplacement(s).</p> <p>Jusqu'à cette ratification, les membres nommés provisoirement ont, comme les autres membres, voix délibératives au sein du conseil de surveillance.</p> <p>Le membre nommé en remplacement d'un autre, dont le mandat n'était pas encore expiré, ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. En cas d'adjonction d'un nouveau membre, l'assemblée générale, qui confirme sa nomination, détermine aussi la durée de son mandat.</p>	<p>doit pourvoir aux vacances ou s'adjoindre des membres supplémentaires dans la limite prévue au présent article.</p> <p>La cooptation de nouveau(x) membre(s) peut être admise, à condition qu'elle ait pour unique objet de pourvoir au remplacement de membre(s) démissionnaire(s) ou décédé(s), ce remplacement n'est effectué qu'à titre provisoire, soit jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale. La SCPI doit, dès qu'elle en a connaissance, procéder à un appel à candidature pour pourvoir au(x) remplacement(s).</p> <p>Jusqu'à cette ratification, les membres nommés provisoirement ont, comme les autres membres, voix délibératives au sein du conseil de surveillance.</p> <p>Le membre nommé en remplacement d'un autre, dont le mandat n'était pas encore expiré, ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. En cas d'adjonction d'un nouveau membre, l'assemblée générale, qui confirme sa nomination, détermine aussi la durée de son mandat.</p>
Rédaction de l'ancien Article 17.3	Rédaction du nouvel Article 17.3
<p>ARTICLE 17.3 – POUVOIRS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE</p> <p>Le conseil de surveillance a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> — d'assister la Société de Gestion dans ses tâches de gestion de la SCPI ; — d'opérer à toute époque de l'année les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns. A cette fin, il peut se faire communiquer tout document utile au siège de la SCPI ; — de présenter chaque année à l'assemblée générale ordinaire un rapport sur la gestion de la SCPI. <p>De plus et conformément aux dispositions de l'article 422-199 du RG AMF, le conseil de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> — émet un avis sur les projets de résolutions soumis par la Société de Gestion aux associés ; — s'abstient de tout acte de gestion ; en cas de défaillance de la Société de Gestion, il convoque sans délai une assemblée générale, devant pourvoir à son remplacement. 	<p>ARTICLE 17.3 – POUVOIRS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE</p> <p>Le conseil de surveillance a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> — d'assister la Société de Gestion dans ses tâches de gestion de la SCPI ; — d'opérer à toute époque de l'année les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns. A cette fin, il peut se faire communiquer tout document utile au siège de la SCPI <u>et demander à la Société de Gestion un rapport sur la situation de la SCPI</u> ; — de présenter chaque année à l'assemblée générale ordinaire un rapport sur la gestion de la SCPI. <p>De plus et conformément aux dispositions de l'article 422-199 du RG AMF, le conseil de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> — émet un avis sur les projets de résolutions soumis par la Société de Gestion aux associés ; — s'abstient de tout acte de gestion ; en cas de défaillance de la Société de Gestion, il convoque sans délai une assemblée générale, devant pourvoir à son remplacement.

Vingt-deuxième résolution - (Modification de l'article 19 « *Dépositaire* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

constate que la rédaction actuelle de l'article 19 des statuts n'est pas cohérente avec les modalités de désignation du dépositaire conformément à la réglementation applicable,

décide :

— de modifier en conséquence la rédaction de l'article 19 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 19	Rédaction du nouvel Article 19
<p>ARTICLE 19 – DEPOSITAIRE</p> <p>La Société de Gestion désigne un dépositaire pour la SCPI, en application des dispositions de l'article L. 214-24-4 et suivants du Code monétaire et financier.</p> <p>Le Dépositaire exerce les missions qui lui sont dévolues par le Code monétaire et financier, le RG AMF, et les positions adoptées par l'AMF.</p> <p>Il est responsable à l'égard de la SCPI et des associés, conformément aux dispositions de l'article L. 214-24-10 du Code monétaire et financier.</p> <p>Ses honoraires sont pris en charge par la SCPI.</p>	<p>ARTICLE 19 – DEPOSITAIRE</p> <p>La Société de Gestion désigne un dépositaire <u>unique soit désigné</u> pour la SCPI, en application des dispositions de l'article L. 214-24-4 et suivants du Code monétaire et financier. <u>A cet effet, l'assemblée générale ratifie la nomination du dépositaire proposé par la Société de Gestion.</u></p> <p>Le Dépositaire exerce les missions qui lui sont dévolues par le Code monétaire et financier, le RG AMF, et les positions adoptées par l'AMF.</p> <p>Il est responsable à l'égard de la SCPI et des associés, conformément aux dispositions de l'article L. 214-24-10 du Code monétaire et financier.</p> <p>Ses honoraires sont pris en charge par la SCPI.</p>

Vingt-troisième résolution – (Modification de l'article 20 « *Expert externe en évaluation* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 20 des statuts ne tient pas compte des récentes évolutions réglementaires des SCPI, notamment des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025, concernant les modalités de désignation de l'expert externe en évaluation, ses missions, la fréquence d'actualisation des expertises et les modalités d'établissement des valeurs des SCPI,

décide :

— de modifier en conséquence la rédaction de l'article 20 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 20	Rédaction du nouvel Article 20
<p>ARTICLE 20 – EXPERT EXTERNE EN EVALUATION</p> <p>La valeur de réalisation ainsi que la valeur de reconstitution de la SCPI sont arrêtées par la Société de Gestion à la clôture de chaque exercice sur la base de l'évaluation en valeur vénale des immeubles réalisés par un expert externe en évaluation indépendant ou plusieurs agissant solidairement.</p> <p>Chaque immeuble fait au moins l'objet d'une expertise tous les cinq (5) ans. Cette expertise est actualisée chaque année par l'expert.</p>	<p>ARTICLE 20 – EXPERT EXTERNE EN EVALUATION</p> <p>La valeur de réalisation ainsi que la valeur de reconstitution de la SCPI sont arrêtées par la Société de Gestion à la clôture de chaque exercice, <u>ainsi qu'à la situation comptable intermédiaire à chaque premier semestre de l'exercice lorsqu'une augmentation de capital est en cours</u>, sur la base de l'évaluation en valeur vénale des immeubles réalisés par un expert externe en évaluation indépendant ou plusieurs agissant solidairement.</p> <p>Chaque immeuble fait au moins l'objet d'une expertise tous les cinq (5) ans. Cette expertise est actualisée chaque année par l'expert. <u>Toutefois, lorsqu'une augmentation de capital est en cours, l'expertise a lieu tous les trois (3) ans et est actualisée à chaque semestre de l'exercice.</u></p>

<p>La mission de l'expert concerne l'ensemble du patrimoine immobilier locatif de la SCPI.</p> <p>L'expert, qui est présenté par la Société de Gestion après acceptation de sa candidature par l'AMF, est nommé par l'assemblée générale pour cinq (5) ans</p>	<p><u>pendant la durée de cette augmentation de capital.</u></p> <p>La mission de l'expert concerne l'ensemble du patrimoine immobilier locatif de la SCPI. <u>Il apprécie la valeur vénale des immeubles et des droits réels détenus directement ou indirectement par la SCPI et par les sociétés mentionnées aux 2° et 2° bis de l'article L. 214-115, 1° du Code monétaire et financier. Cette valeur vénale est actualisée par l'expert chaque année, ou à chaque semestre de l'exercice lorsqu'une augmentation de capital est en cours, pendant la durée de cette augmentation de capital.</u></p> <p><u>Conformément à l'article R. 214-157-1 du Code monétaire et financier, L'expert, qui est présenté est nommé par la Société de Gestion après acceptation de sa candidature par l'AMF, est nommé par l'assemblée générale pour cinq<u>six (56)</u> ans.</u></p>
--	--

Vingt-quatrième résolution - (Modification de l'article 21 « *Assemblées générales* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 21 des statuts ne tient pas compte des récentes évolutions réglementaires des SCPI, notamment des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025, concernant les modalités de convocation des associés, le droit à communication lié aux assemblées, la possibilité d'organiser et de participer aux assemblées générales par un moyen de télécommunication,

décide :

- de modifier en conséquence la rédaction de l'article 21 des statuts comme suit (le reste de l'article 21 des statuts demeurant inchangé) :

Rédaction de l'ancien Article 21	Rédaction du nouvel Article 21
<p>ARTICLE 21 – ASSEMBLEES GENERALES</p> <p>L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés et ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.</p> <p>Les associés sont réunis chaque année en assemblée générale dans les six (6) premiers mois suivant la clôture de l'exercice, au jour, heure et lieu indiqués par l'avis de convocation.</p> <p>Les assemblées générales sont convoquées par le Société de Gestion. A défaut, elles peuvent être convoquées par :</p> <ul style="list-style-type: none">— le conseil de surveillance ;— un commissaire aux comptes ;— un mandataire désigné en justice à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant au moins le dixième du capital social ou de tout intéressé en cas d'urgence ;— les liquidateurs.	<p>ARTICLE 21 – ASSEMBLEES GENERALES</p> <p>L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des associés et ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.</p> <p>Les associés sont réunis chaque année en assemblée générale dans les six (6) premiers mois suivant la clôture de l'exercice, au jour, heure et lieu indiqués par l'avis de convocation.</p> <p>Les assemblées générales sont convoquées par le Société de Gestion. A défaut, elles peuvent être convoquées par :</p> <ul style="list-style-type: none">— le conseil de surveillance ;— un commissaire aux comptes ;— un mandataire désigné en justice à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant au moins le dixième du capital social ou de tout intéressé en cas d'urgence ;— les liquidateurs.

<p>Les assemblées sont qualifiées d'ordinaires lorsque leur décision se rapporte à des faits de gestion ou d'administration ou encore à un fait quelconque d'application des statuts.</p> <p>Les assemblées sont qualifiées d'extraordinaires dans les autres cas et en particulier en cas de modification des statuts.</p>	<p>Les assemblées sont qualifiées <u>d'extraordinaires en cas de modification des statuts ou pour toutes les autres hypothèses pour lesquelles la réglementation applicable aux SCPI ou par les présents statuts exigent une décision d'assemblée générale extraordinaire</u>. Les assemblées sont qualifiées d'ordinaires <u>dans les autres cas, lorsque leur décision se rapporte à des faits de gestion ou d'administration ou encore à un fait quelconque d'application des statuts</u>.</p> <p>Les assemblées sont qualifiées d'extraordinaires dans les autres cas et en particulier en cas de modification des statuts.</p>
Rédaction de l'ancien Article 21.1	Rédaction du nouvel Article 21.1
<p>ARTICLE 21.1 – CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR</p> <p>Les convocations aux assemblées générales sont faites par la Société de Gestion par un avis de convocation inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) et par une lettre ordinaire qui est directement adressée aux associés.</p> <p>L'avis et la lettre de convocation mentionnent toutes les dispositions indiquées à l'article R. 214-138 I du Code monétaire et financier, ou par courrier électronique pour les associés l'ayant préalablement expressément accepté.</p> <p>Les convocations comprennent également le texte des projets de résolutions présentées à l'assemblée générale accompagnés des documents auxquels ces projets se réfèrent.</p> <p>Les associés peuvent demander à être convoqués par lettre recommandée.</p> <p>Les associés ayant accepté le recours à la voie électronique transmettent à la SCPI leur adresse électronique. Ils devront informer la Société de Gestion de toute modification d'adresse le cas échéant.</p> <p>L'ordre du jour est fixé par la Société de Gestion ou par la personne qui a provoqué la réunion de l'assemblée conformément aux présents statuts.</p>	<p>ARTICLE 21.1 – CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR</p> <p>Les convocations aux assemblées générales sont faites par la Société de Gestion par un avis de convocation inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO), et par une lettre ordinaire qui est directement adressée aux associés <u>ou par courrier électronique pour les associés l'ayant préalablement expressément accepté</u>.</p> <p><u>Les associés ayant accepté le recours à la voie électronique transmettent à la SCPI leur adresse électronique. Ils devront informer la Société de Gestion de toute modification d'adresse le cas échéant.</u></p> <p>L'avis et la lettre de convocation <u>ou le courrier électronique de convocation</u> mentionnent toutes les dispositions indiquées à l'article R. 214-138 I du Code monétaire et financier, ou par courrier électronique pour les associés l'ayant préalablement expressément accepté.</p> <p>Les convocations comprennent également le texte des projets de résolutions présentées à l'assemblée générale accompagnés des documents auxquels ces projets se réfèrent.</p> <p>Les associés peuvent demander à être convoqués par lettre recommandée.</p> <p>Les associés ayant accepté le recours à la voie électronique transmettent à la SCPI leur adresse électronique. Ils devront informer la Société de Gestion de toute modification d'adresse le cas échéant.</p> <p>L'ordre du jour est fixé par la Société de Gestion ou par la personne qui a provoqué la réunion de l'assemblée conformément aux présents statuts.</p>

<p>Les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents que ceux joints à la lettre de convocation.</p> <p>Un ou plusieurs associés peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions dans les conditions fixées par l'article L. 214-138 II du Code monétaire et financier.</p> <p>Le texte des projets de résolutions peut être assorti d'un bref exposé des motifs.</p>	<p>Les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents que ceux joints à la lettre de convocation.</p> <p>Un ou plusieurs associés peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions dans les conditions fixées par l'article L. 214-138 II du Code monétaire et financier.</p> <p>Le texte des projets de résolutions peut être assorti d'un bref exposé des motifs.</p>
Rédaction de l'ancien Article 21.3	Rédaction du nouvel Article 21.3
<p>ARTICLE 21.3 – DROIT DE COMMUNICATION LIE AUX ASSOCIES</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article R. 214-144 du Code monétaire et financier, avec l'ordre du jour, l'associé reçoit un document regroupant :</p> <ul style="list-style-type: none"> — le rapport de la Société de Gestion ; — le ou les rapports du conseil de surveillance ; — le ou les rapports du commissaire aux comptes ; et — la ou les formules de vote par correspondance ou par procuration. <p>S'il s'agit de l'assemblée générale ordinaire prévue à l'article L. 214-103 du Code monétaire et financier, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le cas échéant, les rapports du conseil de surveillance et du commissaire aux comptes.</p> <p>Lorsque l'ordre du jour comporte la désignation des membres du conseil de surveillance, la convocation mentionne :</p>	<p>ARTICLE 21.3 – DROIT DE COMMUNICATION LIE AUX ASSOCIES</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article R. 214-144 du Code monétaire et financier, avec l'ordre du jour, l'associé reçoit un document regroupant <u>à compter de la convocation de l'assemblée générale et au moins pendant le délai de quinze (15) jours qui précède la date de la réunion, les documents et renseignements suivants sont mis à disposition de tout associé, afin qu'il puisse en prendre connaissance, au siège social de la SCPI et sur le site internet de la Société de Gestion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — le rapport de la Société de Gestion ; — le ou les rapports du conseil de surveillance ; — le ou les rapports du commissaire aux comptes ; et — la ou les formules de vote par correspondance ou par procuration. <p>S'il s'agit de l'assemblée générale ordinaire prévue à l'article L. 214-103 du Code monétaire et financier d'approbation des comptes, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le cas échéant, les rapports du conseil de surveillance et du commissaire aux comptes <u>sont mis à disposition des associés dans les mêmes conditions.</u></p> <p><u>A compter de la convocation de l'assemblée générale et jusqu'au cinquième (5ème) jour inclus avant la réunion, tout associé peut demander à la Société de Gestion de lui envoyer, à l'adresse indiquée, les documents précités. La Société de Gestion procède à cet envoi avant la réunion et à ses frais. Cet envoi peut être effectué par un moyen de télécommunication électronique, à l'adresse indiquée par l'associé, lorsque ce dernier a accepté le recours à la voie électronique.</u></p> <p>Lorsque l'ordre du jour comporte la désignation des membres du conseil de surveillance, la convocation mentionne :</p>

<ul style="list-style-type: none"> — les noms, prénoms usuels et âges des candidats, leurs références professionnelles et leurs activités au cours des cinq (5) dernières années ; — les emplois ou fonctions occupés dans la SCPI par les candidats et le nombre de parts dont ils sont titulaires. 	<ul style="list-style-type: none"> — les noms, prénoms usuels et âges des candidats, leurs références professionnelles et leurs activités au cours des cinq (5) dernières années ; — les emplois ou fonctions occupés dans la SCPI par les candidats et le nombre de parts dont ils sont titulaires.
<p align="center">Rédaction de l'ancien Article 21.4</p>	<p align="center">Rédaction du nouvel Article 21.4</p>
<p>ARTICLE 21.4 – TENUE DES ASSEMBLEES – VOTE PAR CORRESPONDANCE</p> <p>Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales, en personne ou par mandataire, celui-ci devant obligatoirement être choisi parmi les associés.</p> <p>Ainsi qu'il est prévu à l'Article 8.3, les co-indivisaires de parts sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux.</p> <p>Chaque associé dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa part du capital social.</p> <p>Tout associé peut recevoir les pouvoirs émis par d'autres associés en vue d'être représentés à une assemblée. Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par la Société de Gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'associé doit faire le choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.</p> <p>Tout associé peut voter par correspondance. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société de Gestion avant la réunion de l'assemblée dans le délai fixé par des dispositions légales et réglementaires. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.</p>	<p>ARTICLE 21.4 – TENUE DES ASSEMBLEES – VOTE PAR CORRESPONDANCE</p> <p>Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales, en personne ou par mandataire, celui-ci devant obligatoirement être choisi parmi les associés.</p> <p>Ainsi qu'il est prévu à l'Article 8.3 <u>des statuts</u>, les co-indivisaires de parts sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux.</p> <p>Chaque associé dispose d'un nombre de voix proportionnel à sa part du capital social.</p> <p>Tout associé peut recevoir les pouvoirs émis par d'autres associés en vue d'être représentés à une assemblée. Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par la Société de Gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'associé doit faire le choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.</p> <p>Tout associé peut voter par correspondance <u>via le formulaire de vote par correspondance communiqué par la Société de Gestion</u>. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société de Gestion avant la réunion de l'assemblée dans le délai fixé par des dispositions légales et réglementaires. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.</p> <p><u>Conformément à l'article L. 214-107-1 du Code monétaire et financier, la Société de Gestion peut, à son entière discrétion, proposer aux associés de participer et de voter à l'assemblée générale par un moyen de télécommunication permettant leur identification. L'assemblée générale pourra également, à la discrétion de la Société de Gestion, se tenir exclusivement par un moyen de télécommunication permettant l'identification des associés. Dans ces deux hypothèses, les associés participent et votent à l'assemblée générale par l'intermédiaire d'un espace exclusivement consacré à cette fin sur le site internet de la Société de Gestion, auquel les</u></p>

<p>L'assemblée générale est présidée par la Société de Gestion, à défaut l'assemblée élit son président ; sont élus scrutateurs de l'assemblée les deux (2) membres de ladite assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.</p> <p>Le bureau de l'assemblée est formé du président et de ses deux scrutateurs, il en désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.</p> <p>Il est dressé une feuille de présence qui contient les mentions exigées par la loi. Un état récapitulatif des votes par correspondance est joint.</p> <p>Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui sont signés par les membres du bureau et établis sur le registre prévu par la loi.</p> <p>Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le représentant de la Société de Gestion, un membre du conseil de surveillance ou le secrétaire de l'assemblée générale.</p> <p>L'assemblée générale est appelée à statuer sur l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation. Pour permettre aux associés ou groupes d'associés de demander que soient mis à l'ordre du jour des projets de résolutions lors des assemblées générales, la Société de Gestion appliquera la réglementation en vigueur.</p>	<p><u>associés ne peuvent accéder qu'après s'être identifiés au moyen d'un code fourni préalablement à la séance.</u></p> <p>L'assemblée générale est présidée par la Société de Gestion, à défaut l'assemblée élit son président ; sont élus scrutateurs de l'assemblée les deux (2) membres de ladite assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.</p> <p>Le bureau de l'assemblée est formé du président et de ses deux scrutateurs, il en désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.</p> <p>Il est dressé une feuille de présence qui contient les mentions exigées par la loi. Un état récapitulatif des votes par correspondance est joint. <u>Toutefois, lorsque l'assemblée générale se tient exclusivement par un moyen de télécommunication, l'émargement de la feuille de présence par les associés n'est pas requis.</u></p> <p>Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux qui sont signés par les membres du bureau et établis sur le registre prévu par la loi.</p> <p>Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le représentant de la Société de Gestion, un membre du conseil de surveillance ou le secrétaire de l'assemblée générale.</p> <p>L'assemblée générale est appelée à statuer sur l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation. Pour permettre aux associés ou groupes d'associés de demander que soient mis à l'ordre du jour des projets de résolutions lors des assemblées générales, la Société de Gestion appliquera la réglementation en vigueur.</p>
Rédaction de l'ancien Article 21.5	Rédaction du nouvel Article 21.5
<p>ARTICLE 21.5 – TELECOMMUNICATION ELECTRONIQUE</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article R. 214-137 du Code monétaire et financier, la SCPI pourra recourir à la télécommunication électronique au lieu et place d'un envoi postal pour satisfaire aux formalités prévues aux articles R. 214-138, R. 214-143 et R. 214-144 dudit code, pour les associés dont elle aura recueilli au préalable l'accord écrit. Cette demande devra être réalisée par la SCPI au plus tard vingt (20) jours avant la date de la prochaine assemblée. A défaut, la transmission par voie électronique sera effective pour l'assemblée générale suivante.</p> <p>Les associés concernés devront transmettre leur adresse électronique et sa mise à jour le cas échéant. Ils peuvent</p>	<p>ARTICLE 21.5 – TELECOMMUNICATION ELECTRONIQUE</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article R. 214-137 du Code monétaire et financier, la SCPI pourra recourir à la télécommunication électronique au lieu et place d'un envoi postal pour satisfaire aux formalités prévues aux articles R. 214- 138, R. 214-143 et R. 214-144 dudit code, pour les associés dont elle aura recueilli au préalable l'accord écrit. Cette demande devra être réalisée par la SCPI au plus tard vingt (20) jours avant la date de la prochaine assemblée. A défaut, la transmission par voie électronique sera effective pour l'assemblée générale suivante.</p> <p>Les associés concernés devront transmettre leur adresse électronique, et sa mise à jour le cas échéant. Ils peuvent</p>

toutefois demander à tout moment à la SCPI par lettre recommandée avec avis de réception, le recours, à l'avenir, à la voie postale.

toutefois demander à tout moment à la SCPI par lettre recommandée avec avis de réception, le recours, à l'avenir, à la voie postale.

Vingt-cinquième résolution – (Modification de l'article 22 « *Assemblée générale ordinaire* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 22 des statuts ne tient pas compte des récentes évolutions réglementaires des SCPI, notamment des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025, concernant notamment les attributions de l'assemblée générale ordinaire de la Société et la suppression du quorum,

décide :

— de modifier en conséquence la rédaction de l'article 22 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 22.1	Rédaction du nouvel Article 22.1
<p>ARTICLE 22.1 – POUVOIRS</p> <p>L'assemblée générale ordinaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> — entend les rapports de la Société de Gestion et du conseil de surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du commissaire aux comptes ; — statue sur les comptes et décide de l'affectation et de la répartition des bénéfices ; — nomme l'expert externe en évaluation chargé d'expertiser le patrimoine immobilier ; — nomme ou remplace le dépositaire ; — approuve les valeurs nettes comptables, de réalisation et de reconstitution ; — nomme ou remplace les membres du conseil de surveillance et fixe sa rémunération globale ; — révoque la Société de Gestion et nomme, en cas de besoin, une nouvelle société de gestion ; — décide de la réévaluation de l'actif de la SCPI sur rapport spécial du commissaire aux comptes ; — fixe le maximum dans la limite duquel la Société de Gestion peut, au nom de la SCPI, contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme ; 	<p>ARTICLE 22.1 – POUVOIRS</p> <p>L'assemblée générale ordinaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> — entend les rapports de la Société de Gestion et du conseil de surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du commissaire aux comptes ; — statue sur les comptes et décide de l'affectation et de la répartition des bénéfices ; — <u>ratifie la nomination du dépositaire proposé par la Société de Gestion ;</u> — <u>nomme le commissaire aux comptes ;</u> — nomme l'expert externe en évaluation chargé d'expertiser le patrimoine immobilier ; — nomme ou remplace le dépositaire ; — approuve les valeurs nettes comptables, de réalisation et de reconstitution ; — nomme ou remplace les membres du conseil de surveillance et fixe sa rémunération globale ; — révoque la Société de Gestion et nomme, en cas de besoin, une nouvelle société de gestion ; — décide de la réévaluation de l'actif de la SCPI sur rapport spécial du commissaire aux comptes ; — fixe le maximum dans la limite duquel la Société de Gestion peut, au nom de la SCPI, contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme ; — <u>approuve les conventions intervenant entre la SCPI et la Société de Gestion, ou tout associé de cette dernière ;</u> — <u>décide de la création et de la dotation d'un fonds de remboursement des parts destiné à contribuer à la fluidité du marché des parts, en fixe les limites et critères d'utilisation, et délègue à la Société de Gestion la reprise des sommes disponibles ;</u> — <u>en cas de vente d'un ou plusieurs éléments du patrimoine immobilier locatif de la SCPI, et lorsque les fonds ne sont pas réinvestis, décide de l'affectation du</u>

<ul style="list-style-type: none"> — donne à la Société de Gestion toutes autorisations pour tous les cas où les pouvoirs à lui conférés seraient insuffisants ; — délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. 	<p><u>produit de la vente à (i) la mise en distribution totale ou partielle avec, le cas échéant, amortissement du nominal des parts et/ou (ii) la dotation du fonds de remboursement ;</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — donne à la Société de Gestion toutes autorisations pour tous les cas où les pouvoirs à lui conférés seraient insuffisants ; — délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire ; — <u>délibère sur toute autre décision qui nécessite une décision d'assemblée générale ordinaire conformément à la réglementation applicable aux SCPI ou aux présents statuts.</u>
Rédaction de l'ancien Article 22.1	Rédaction du nouvel Article 22.1
<p>ARTICLE 22.1 – POUVOIRS</p> <p>L'assemblée générale ordinaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> — entend les rapports de la Société de Gestion et du conseil de surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du commissaire aux comptes ; — statue sur les comptes et décide de l'affectation et de la répartition des bénéfices ; — nomme l'expert externe en évaluation chargé d'expertiser le patrimoine immobilier ; — nomme ou remplace le dépositaire ; — approuve les valeurs nettes comptables, de réalisation et de reconstitution ; — nomme ou remplace les membres du conseil de surveillance et fixe sa rémunération globale ; — révoque la Société de Gestion et nomme, en cas de besoin, une nouvelle société de gestion ; — décide de la réévaluation de l'actif de la SCPI sur rapport spécial du commissaire aux comptes ; — fixe le maximum dans la limite duquel la Société de Gestion peut, au nom de la SCPI, contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme ; 	<p>ARTICLE 22.1 – POUVOIRS</p> <p>L'assemblée générale ordinaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> — entend les rapports de la Société de Gestion et du conseil de surveillance sur la situation des affaires sociales. Elle entend également celui du commissaire aux comptes ; — statue sur les comptes et décide de l'affectation et de la répartition des bénéfices ; — <u>ratifie la nomination du dépositaire proposé par la Société de Gestion ;</u> — <u>nomme le commissaire aux comptes ;</u> — nomme l'expert externe en évaluation chargé d'expertiser le patrimoine immobilier ; — nomme ou remplace le dépositaire ; — approuve les valeurs nettes comptables, de réalisation et de reconstitution ; — nomme ou remplace les membres du conseil de surveillance et fixe sa rémunération globale ; — révoque la Société de Gestion et nomme, en cas de besoin, une nouvelle société de gestion ; — décide de la réévaluation de l'actif de la SCPI sur rapport spécial du commissaire aux comptes ; — fixe le maximum dans la limite duquel la Société de Gestion peut, au nom de la SCPI, contracter des emprunts, assumer des dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme ; — <u>approuve les conventions intervenant entre la SCPI et la Société de Gestion, ou tout associé de cette dernière ;</u> — <u>décide de la création et de la dotation d'un fonds de remboursement des parts destiné à contribuer à la fluidité du marché des parts, en fixe les limites et critères d'utilisation, et délègue à la Société de Gestion la reprise des sommes disponibles ;</u> — <u>en cas de vente d'un ou plusieurs éléments du patrimoine immobilier locatif de la SCPI, et lorsque les fonds ne sont pas réinvestis, décide de l'affectation du produit de la vente à (i) la mise en distribution totale ou partielle avec, le cas échéant, amortissement du</u>

<ul style="list-style-type: none"> — donne à la Société de Gestion toutes autorisations pour tous les cas où les pouvoirs à lui conférés seraient insuffisants ; — délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. 	<p><u>nominal des parts et/ou (ii) la dotation du fonds de remboursement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> — donne à la Société de Gestion toutes autorisations pour tous les cas où les pouvoirs à lui conférés seraient insuffisants ; — délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire ; — <u>délibère sur toute autre décision qui nécessite une décision d'assemblée générale ordinaire conformément à la réglementation applicable aux SCPI ou aux présents statuts.</u>
Rédaction de l'ancien Article 22.2	Rédaction du nouvel Article 22.2
<p>ARTICLE 22.2 – QUORUM ET MAJORITE</p> <p>Pour délibérer valablement, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un nombre d'associés représentant au moins un quart (25 %) du capital social.</p> <p>Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué, une deuxième fois à six (6) jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée qui délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.</p> <p>Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.</p>	<p>ARTICLE 22.2 – QUORUM ET MAJORITE</p> <p>Pour délibérer valablement, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un nombre d'associés représentant au moins un quart (25 %) du capital social. <u>L'assemblée générale ordinaire peut se tenir sans qu'aucun quorum ne soit requis.</u></p> <p>Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué, une deuxième fois à six (6) jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée qui délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.</p> <p>Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés, <u>y compris des associés ayant voté par correspondance et des associés participant à l'assemblée générale par un moyen de télécommunication.</u></p>

Vingt-sixième résolution - (Modification de l'article 23 « *Assemblée générale extraordinaire* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 23 des statuts ne tient pas compte des récentes évolutions réglementaires des SCPI, notamment des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025, concernant notamment les attributions de l'assemblée générale extraordinaire de la Société et la suppression du quorum,

décide :

— de modifier en conséquence la rédaction de l'article 23 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 23.1	Rédaction du nouvel Article 23.1
<p>ARTICLE 23.1 – POUVOIRS</p> <p>L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sans pouvoir toutefois changer la nationalité de la SCPI1.</p> <p>Elle peut décider notamment la transformation de la SCPI</p>	<p>ARTICLE 23.1 – POUVOIRS</p> <p>L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sans pouvoir toutefois changer la nationalité de la SCPI.</p> <p>Elle peut décider notamment la transformation de la SCPI</p>

en société de toute autre forme autorisée par la loi et notamment en société commerciale.	en société de toute autre forme autorisée par la loi et notamment en société commerciale, <u>approuve la fusion de la SCPI avec une autre SCPI ou un OPCI, approuve les apports en nature et la constitution d'avantages particuliers, ainsi que toute autre décision qui nécessite une décision d'assemblée générale extraordinaire conformément à la réglementation applicable aux SCPI ou aux présents statuts.</u>
Rédaction de l'ancien Article 23.2 ARTICLE 23.2 – QUORUM ET MAJORITE Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit être composée d'associés représentant au moins la moitié (50 %) du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés. Si la condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué, à six (6) jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée pour laquelle aucun quorum n'est requis, et qui arrête ses décisions à la même majorité. Elle doit délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.	Rédaction du nouvel Article 23.2 ARTICLE 23.2 – QUORUM ET MAJORITE Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit être composée d'associés représentant au moins la moitié (50 %) du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés. <u>L'assemblée générale extraordinaire peut se tenir sans qu'aucun quorum ne soit requis.</u> Si la condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué, à six (6) jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée pour laquelle aucun quorum n'est requis, et qui arrête ses décisions à la même majorité. Elle doit délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion. <u>Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés, y compris des associés ayant voté par correspondance et des associés participant à l'assemblée générale par un moyen de télécommunication.</u>

Vingt-septième résolution - (Modification de l'article 24 « *Consultation écrite valant assemblée générale* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 24 des statuts ne tient pas compte des récentes évolutions réglementaires des SCPI, notamment des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025, concernant la suppression du quorum,

décide :

— de modifier en conséquence la rédaction de l'article 24 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 24	Rédaction du nouvel Article 24
ARTICLE 24 – CONSULTATION ECRITE VALANT ASSEMBLEE GENERALE Hors les cas de réunion de l'assemblée générale prévus par la loi, les décisions peuvent être prises par voie de consultation écrite des associés.	ARTICLE 24 – CONSULTATION ECRITE VALANT ASSEMBLEE GENERALE Hors les cas de réunion de l'assemblée générale prévus par la loi, les décisions peuvent être prises par voie de consultation écrite des associés.

<p>Afin de provoquer ce vote, la Société de Gestion adresse à chaque associé le texte des résolutions proposées et y ajoute s'il y a lieu tous renseignements et explications utiles.</p> <p>Les associés ont un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition de cette lettre pour faire parvenir, par écrit, leur vote à la Société de Gestion. La Société de Gestion ne tiendra pas compte des votes qui lui parviendraient après l'expiration de ce délai.</p> <p>En ce cas, l'auteur du vote parvenu en retard de même que l'associé qui se serait abstenu de répondre, seraient considérés comme s'étant abstenus de voter.</p> <p>La Société de Gestion ou toute autre personne par elle désignée rédige le procès-verbal de la consultation auquel elle annexe les résultats de vote.</p> <p>Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le représentant de la Société de Gestion, un membre du conseil de surveillance ou le secrétaire de l'assemblée générale.</p> <p>Les décisions collectives par consultations écrites doivent, pour être valables, réunir les conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus pour les assemblées générales.</p> <p>Si les conditions de quorum ne sont pas obtenues à la première consultation, la Société de Gestion procédera, après un intervalle de six (6) jours, à une nouvelle consultation par correspondance dont les résultats seront valables quel que soit le nombre d'associés ayant fait connaître leur décision.</p>	<p>Afin de provoquer ce vote, la Société de Gestion adresse à chaque associé le texte des résolutions proposées et y ajoute s'il y a lieu tous renseignements et explications utiles.</p> <p>Les associés ont un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition de cette lettre pour faire parvenir, par écrit, leur vote à la Société de Gestion. La Société de Gestion ne tiendra pas compte des votes qui lui parviendraient après l'expiration de ce délai.</p> <p>En ce cas, l'auteur du vote parvenu en retard de même que l'associé qui se serait abstenu de répondre, seraient considérés comme s'étant abstenus de voter.</p> <p>La Société de Gestion ou toute autre personne par elle désignée rédige le procès-verbal de la consultation auquel elle annexe les résultats de vote.</p> <p>Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le représentant de la Société de Gestion, un membre du conseil de surveillance ou le secrétaire de l'assemblée générale.</p> <p>Les décisions collectives par consultations écrites doivent, pour être valables, réunir les conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus pour les assemblées générales.</p> <p>Si les conditions de quorum ne sont pas obtenues à la première consultation, la Société de Gestion procédera, après un intervalle de six (6) jours, à une nouvelle consultation par correspondance dont les résultats seront valables quel que soit le nombre d'associés ayant fait connaître leur décision.</p>
--	---

Vingt-huitième résolution - (Modification de l'article 27 « *Inventaire et comptes sociaux* » des statuts) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 27 des statuts ne tient pas compte des récentes évolutions réglementaires des SCPI, notamment des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025, concernant la fréquence d'établissement des valeurs des SCPI,

décide :

— de modifier en conséquence la rédaction de l'article 27 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 27	Rédaction du nouvel Article 27
<p>ARTICLE 27 – INVENTAIRE ET COMPTES SOCIAUX</p> <p>Un inventaire arrêté au 31 décembre de chaque année est établi par la Société de Gestion ainsi que le compte de résultat et l'annexe.</p>	<p>ARTICLE 27 – INVENTAIRE ET COMPTES SOCIAUX</p> <p>Un inventaire arrêté au 31 décembre de chaque année est établi par la Société de Gestion ainsi que le compte de résultat et l'annexe.</p>

<p>Les écritures sont enregistrées, arrêtées et présentées aux associés selon les dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés civiles faisant offre au public.</p> <p>En outre la Société de Gestion, conformément à l'article L. 214-109 du Code monétaire et financier et R. 214-157-1 du Code monétaire et financier, établit un état du patrimoine faisant apparaître les valeurs bilanciellles et les valeurs estimées des différents éléments d'actif et de passif.</p> <p>Les plus ou moins-values réalisées lors de la cession d'actifs sont directement inscrites dans l'état du patrimoine.</p> <p>Par ailleurs, pourront être imputés sur la prime d'émission : les frais de constitution et d'établissement, les commissions de souscription, les frais de recherche d'immeubles directement réglés par la SCPI, ainsi que les frais d'acquisition des immeubles tels que les droits d'enregistrement, la TVA non récupérable pour les immeubles commerciaux et professionnels et les frais et honoraires et émoluments de notaire.</p> <p>Les primes d'émission et de fusion pourront être affectées à la réalisation de moins-values lors de la cession d'éléments d'actifs.</p>	<p>Les écritures sont enregistrées, arrêtées et présentées aux associés selon les dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés civiles faisant offre au public.</p> <p>En outre la Société de Gestion, conformément à l'article L. 214- 109 du Code monétaire et financier et R. 214-157-1 du Code monétaire et financier, établit un état du patrimoine faisant apparaître les valeurs bilanciellles et les valeurs estimées des différents éléments d'actif et de passif. <u>Elle arrête les valeurs de réalisation et de reconstitution à la clôture de chaque exercice, ainsi qu'à la situation comptable intermédiaire à chaque premier semestre de l'exercice lorsqu'une augmentation de capital est en cours, qui sont publiées dans les bulletins d'information de la SCPI.</u></p> <p>Les plus ou moins-values réalisées lors de la cession d'actifs sont directement inscrites dans l'état du patrimoine.</p> <p>Par ailleurs, pourront être imputés sur la prime d'émission : les frais de constitution et d'établissement, les commissions de souscription, les frais de recherche d'immeubles directement réglés par la SCPI, ainsi que les frais d'acquisition des immeubles tels que les droits d'enregistrement, la TVA non récupérable pour les immeubles commerciaux et professionnels et les frais et honoraires et émoluments de notaire.</p> <p>Les primes d'émission et de fusion pourront être affectées à la réalisation de moins-values lors de la cession d'éléments d'actifs.</p>
---	--

Vingt-neuvième résolution - (Modification de l'article 29 « *Dissolution et liquidation* » des statuts)- L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance,

rappelle que les Ordonnances de 2024 et 2025 ont modifié le régime juridique des SCPI,

constate que la rédaction actuelle de l'article 29 des statuts ne tient pas compte des récentes évolutions réglementaires des SCPI, notamment des évolutions apportées par les Ordonnances de 2024 et 2025, concernant la procédure de liquidation des SCPI,

décide :

— de modifier en conséquence la rédaction de l'article 29 des statuts comme suit :

Rédaction de l'ancien Article 29	Rédaction du nouvel Article 29
<p>Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la SCPI, la Société de Gestion devra provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire pour décider si la SCPI doit être prorogée ou non.</p>	<p>ARTICLE 29 – DISSOLUTION ET LIQUIDATION</p> <p>Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la SCPI, la Société de Gestion devra provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire pour décider si la SCPI doit être prorogée ou non.</p>

Faute par elle d'avoir provoqué cette décision, tout associé, après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, pourra demander au Président du Tribunal de Grande Instance du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice, chargé de consulter les associés et de provoquer une décision de leur part sur la question.

Si l'assemblée générale ainsi réunie dans les conditions ainsi prévues décide de ne point proroger la SCPI comme en cas de résolution décidant une dissolution anticipée, la Société de Gestion deviendra liquidateur de la SCPI. Dans cette hypothèse, il pourra lui être adjoint, si l'assemblée le juge utile, un ou plusieurs co-liquidateurs nommés par elle.

Pendant le cours de la liquidation, les associés peuvent, comme pendant l'existence de la SCPI, prendre en assemblée générale les décisions qu'ils jugent nécessaires pour tous et qui concernent cette liquidation.

Tout l'actif social est réalisé par le ou les liquidateurs qui, pouvant agir ensemble ou séparément ont, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus. Le ou les liquidateurs peuvent notamment vendre de gré à gré ou aux enchères, en totalité ou par lots aux prix charges et conditions qu'ils jugent convenables et avantageux, les immeubles de la SCPI, en toucher le prix, donner ou requérir mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements et donner désistements de tous droits, avec ou sans constatation de paiement ainsi que faire l'apport à une autre société ou la cession à une autre société ou à toutes autres personnes de l'ensemble des biens, droits et obligations de la SCPI dissoute. Ils peuvent réaliser, par la voie qu'ils jugent convenable, tout l'actif social, mobilier et immobilier, en recevoir le produit, régler et acquitter le passif sans être assujettis à aucune forme ni formalités

Faute par elle d'avoir provoqué cette décision, tout associé, après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, pourra demander au Président du Tribunal ~~de Grande Instance~~ Judiciaire du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice, chargé de consulter les associés et de provoquer une décision de leur part sur la question.

Si l'assemblée générale ainsi réunie dans les conditions ainsi prévues décide de ne point proroger la SCPI comme en cas de résolution décidant une dissolution anticipée, et conformément aux dispositions de l'article L. 214-92-1 du Code monétaire et financier, la Société de Gestion deviendra liquidateur de la SCPI, sous le contrôle du dépositaire. Dans cette hypothèse, il pourra lui être adjoint, si l'assemblée le juge utile, un ou plusieurs co-liquidateurs nommés par elle.

A défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de tout associé, parmi les sociétés de gestion de portefeuille agréées. Lorsque la société de gestion n'est pas en mesure d'exercer les fonctions de liquidateur, celles-ci peuvent être assumées par un liquidateur désigné par l'Autorité des marchés financiers. A défaut d'une telle désignation, le liquidateur peut être désigné en justice à la demande de toute personne intéressée qui doit alors informer dans les meilleurs délais l'Autorité des marchés financiers de sa démarche.

Pendant le cours de la liquidation, les associés peuvent, comme pendant l'existence de la SCPI, prendre en assemblée générale les décisions qu'ils jugent nécessaires pour tous et qui concernent cette liquidation.

Le liquidateur prend en charge l'ensemble des opérations de liquidation.

Tout l'actif social est réalisé par le ou les liquidateurs qui, pouvant agir ensemble ou séparément ont, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus. Le ou les liquidateurs peuvent notamment vendre de gré à gré ou aux enchères, en totalité ou par lots aux prix charges et conditions qu'ils jugent convenables et avantageux, les immeubles de la SCPI, en toucher le prix, donner ou requérir mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements et donner désistements de tous droits, avec ou sans constatation de paiement ainsi que faire l'apport à une autre société ou la cession à une autre société ou à toutes autres personnes de l'ensemble des biens, droits et obligations de la SCPI dissoute. Ils peuvent réaliser, par la voie qu'ils jugent convenable, tout l'actif social, mobilier et immobilier, en recevoir le produit, régler et acquitter le passif sans être assujettis à aucune forme ni

<p>juridiques.</p> <p>Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé à rembourser le montant des parts si ce remboursement n'a pas encore été opéré.</p> <p>Le surplus, s'il en reste, sera réparti entre tous les associés gérants ou non, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.</p> <p>Pendant la durée de la SCPI et après sa dissolution, jusqu'à la fin de la liquidation, les immeubles et autres valeurs de la SCPI appartiendront toujours à l'être moral et collectif. En conséquence, aucune partie de l'actif social ne pourra être considérée comme étant la propriété indivise des associés pris individuellement.</p>	<p>formalités juridiques.</p> <p>Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé à rembourser le montant des parts si ce remboursement n'a pas encore été opéré.</p> <p>Le surplus, s'il en reste, sera réparti entre tous les associés gérants ou non, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.</p> <p>Pendant la durée de la SCPI et après sa dissolution, jusqu'à la fin de la liquidation, les immeubles et autres valeurs de la SCPI appartiendront toujours à l'être moral et collectif. En conséquence, aucune partie de l'actif social ne pourra être considérée comme étant la propriété indivise des associés pris individuellement.</p>
---	--

Trentième résolution - (Modification de la note d'information de la Société) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, et après avoir pris connaissance des modifications envisagées de la note d'information, visant notamment :

- sous réserve de l'adoption des résolutions qui précèdent, à introduire dans la note d'information l'ensemble des modifications rendues nécessaires par les modifications statutaires votées par l'assemblée générale extraordinaire ;
- sous réserve de l'adoption des résolutions qui précèdent, à tenir compte des évolutions réglementaires issues notamment des Ordonnances de 2024 et 2025 et des modifications statutaires en résultant ;
- à procéder à diverses modifications et reformulations visant à améliorer la rédaction de la note d'information ; et
- à supprimer, rectifier ou mettre à jour certaines mentions devenues erronées ou obsolètes ;

autorise la Société de Gestion à modifier la note d'information.

Trente-et-unième résolution – (Pouvoirs à la Société de Gestion) - L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion et du Conseil de Surveillance, et après avoir pris connaissance des modifications envisagées des statuts et de la note d'information,

décide de donner tout pouvoir à la Société de Gestion à l'effet :

- d'apporter ainsi aux statuts et à la note d'information les modifications corrélatives et procéder aux formalités, directement ou par mandataire ;
- d'une manière générale, prendre toute mesure ou effectuer toutes formalités utiles aux modifications statutaires et à la modification de la note d'information.

Trente-deuxième résolution - (Pouvoirs en vue des formalités) - L'Assemblée Générale donne pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale à l'effet de procéder à tous dépôts et toutes formalités de publicité prévues par la loi.

*La Société de Gestion
Groupama Gan REIM*